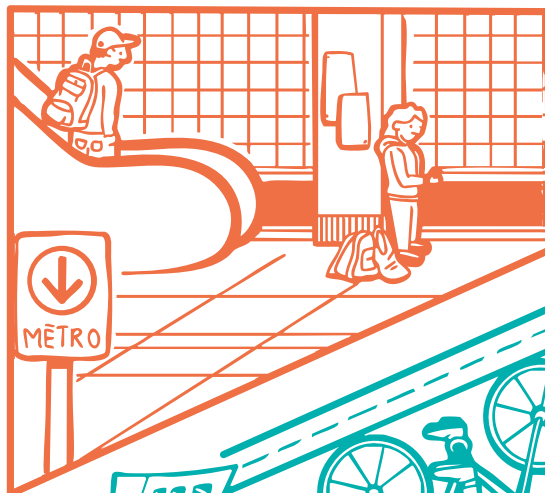
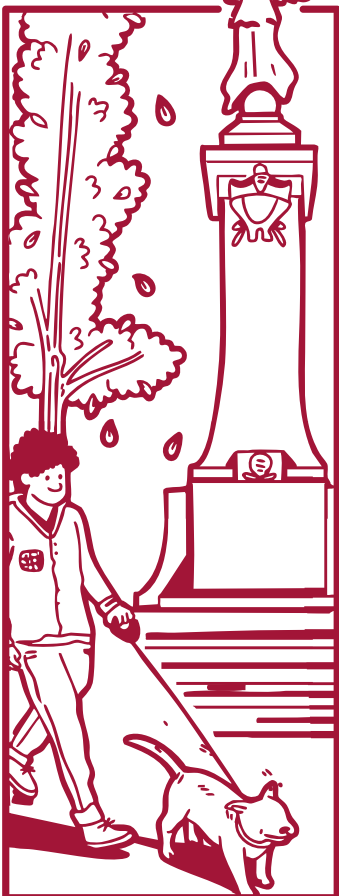
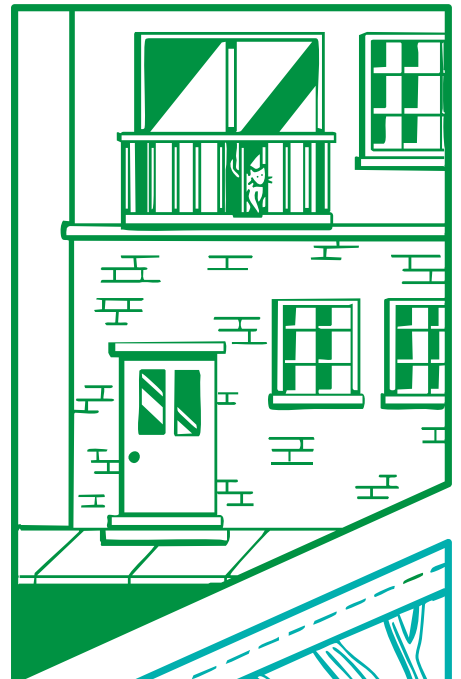


# RAPSIM

Depuis 1974



2025-2026

# RAPPORT ANNUEL

**[www.rapsim.org](http://www.rapsim.org)**

**Rédaction :** L'équipe du RAPSIM

**Conception graphique :** Samuel Alexis Communications

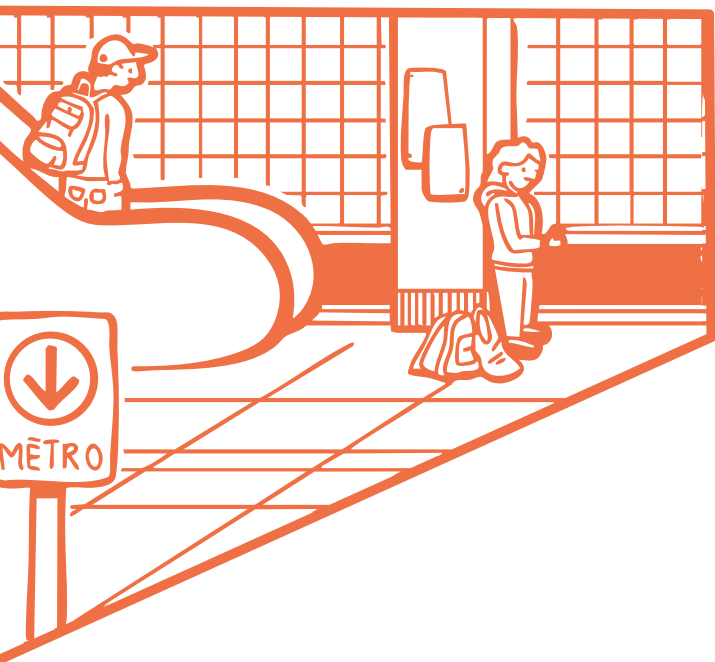
En 2025-2026, le RAPSIM était membre de :



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Mot de la présidence du Conseil d'administration.....</b>	<b>04</b>
<b>Régie interne .....</b>	<b>06</b>
<b>Représentation politique .....</b>	<b>12</b>
<b>Vie associative.....</b>	<b>26</b>
<b>Concertation.....</b>	<b>50</b>
<b>Communications .....</b>	<b>55</b>

# MOT DE LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Quelle année riche en défis et en mobilisations que 2025-2026 !

L'année a débuté dans la continuité d'une belle célébration : le cinquantième anniversaire du RAPSIM. Le lancement des balados, les rétrospectives et l'événement festif ont permis de mettre en lumière toute la pertinence de notre regroupement, ainsi que la force de son engagement depuis maintenant cinq décennies.

Une fois de plus, les organismes membres du RAPSIM ont su retrousser leurs manches pour répondre à l'urgence. L'actualité a mis en lumière les défis liés à la cohabitation sociale, ainsi que la difficulté d'arrimer les préoccupations et les intolérances d'une partie de la population avec les réalités vécues par une autre. Dans un contexte polarisé où les droits fondamentaux des personnes en situation d'itinérance sont trop souvent mis en opposition aux enjeux de voisinage, les discours se radicalisent. Malgré cela, le RAPSIM a poursuivi sans relâche son travail de sensibilisation, de représentation et de défense des droits.

La publication du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal sur la cohabitation sociale a constitué un moment marquant de l'année. Fortement influencé par les contributions des membres du RAPSIM et de l'équipe de permanence, ce rapport est assorti de recommandations porteuses pour améliorer les conditions de vie des personnes concernées. Il démontre à quel point l'itinérance est une réalité complexe qui ne peut être réduite à sa seule expression visible ni à des solutions simplistes. L'expertise du RAPSIM, de ses membres et de ses alliés y est reconnue et mise en valeur.

Évitant de justesse les démantèlements grâce au sursis accordé par les tribunaux, les campements ont continué de faire les manchettes. Pendant ce temps, les travaux visant un meilleur arrimage des interventions se sont poursuivis. Le RAPSIM, toujours vigilant, a continué de s’y investir pleinement. Le nouveau protocole de gestion des campements en témoigne : plusieurs recommandations phares du regroupement y trouvent écho.

L’année a également été marquée par l’arrivée d’une nouvelle administration à la Ville de Montréal à la suite des élections municipales. Cette transition a entraîné des changements importants dans les façons de faire, la gouvernance et les mécanismes de représentation. Dans ce contexte, le RAPSIM a poursuivi son travail de dialogue et de représentation afin de faire valoir les préoccupations de ses membres et de promouvoir une réponse à l’itinérance fondée sur les droits, la dignité et l’expertise du milieu communautaire.

L’année aura aussi été marquée par des compressions et des incertitudes financières. Malgré ce contexte difficile, des actions de revendication ont été menées avec détermination. Elles ont permis de démontrer la pertinence du travail réalisé par les organismes montréalais et de contribuer à l’obtention de ressources supplémentaires pour soutenir les personnes concernées. Le RAPSIM a su prendre la parole publiquement pour défendre ses membres et rappeler l’importance d’un financement adéquat, stable et récurrent.

Voilà, en quelque sorte, la mise en bouche du rapport annuel que vous vous apprêtez à découvrir. Au fil des pages, vous constaterez la pertinence, la diversité et la richesse des actions que nous avons portées au cours de la dernière année. Ce rapport témoigne de la capacité de notre regroupement à rassembler, à influencer les débats publics et à porter une vision humaine et solidaire de la lutte à l’itinérance.

Soyons fiers du chemin parcouru. Les défis demeurent nombreux, mais les avancées réalisées démontrent la force de notre réseau, de nos alliances et de notre mobilisation collective. Dans un contexte où les besoins continuent de croître et où les réponses demeurent insuffisantes, nous devons poursuivre nos efforts avec la même détermination et la même solidarité.

Je profite également de cette tribune pour remercier chaleureusement l’équipe de permanence ainsi que notre directrice générale pour la qualité remarquable du travail accompli. Les innombrables heures consacrées à faire avancer les enjeux de l’itinérance au sein des différentes instances gouvernementales, à promouvoir des approches respectueuses des droits et à recentrer les politiques publiques sur les personnes concernées ont porté leurs fruits. Je tiens également à souligner l’engagement des membres du conseil d’administration ainsi que celui de l’ensemble des organismes membres qui, jour après jour, contribuent à faire du RAPSIM une voix incontournable dans la lutte à l’itinérance.

Merci pour votre engagement, votre rigueur et votre dévouement. Ensemble, continuons à bâtir une société plus juste, inclusive et respectueuse de la dignité de toutes les personnes.

*Marie-Noëlle L’Espérance*  
*Présidente du CA du RAPSIM*

# RÉGIE INTERNE

**10 ASSEMBLÉES**  
du conseil d'administration

**1000 HEURES**  
d'implication des  
administrateur·rices dans les  
dossiers et actions du RAPSIM

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le RAPSIM a pu compter sur la diligence et l'engagement des membres de son conseil d'administration. En plus des dix assemblées ordinaires tenues au cours de l'année, les administrateur·rices se sont activement impliqués·es en appuyant la direction et en se rendant disponibles pour soutenir l'équipe dans la mise en œuvre de nombreuses actions. Les membres du conseil d'administration ont également participé à diverses rencontres politiques. Leur engagement constitue une richesse inestimable pour le RAPSIM et témoigne de la solidité ainsi que de la vitalité de notre réseau.

En 2025-2026, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

**Marie-Noëlle L'Espérance**, présidente  
Dans la rue

**Alexandra Pontbriand**, vice-présidente  
Spectre de rue

**Sébastien Lanouette**, secrétaire  
Ressources jeunesse Saint-Laurent (RJSL)

**Mireille Roy**, trésorière  
La Maison Marguerite

**Robert Brunet**, administrateur  
Association pour la défense des droits  
sociaux du Montréal métropolitain  
(ADDSMM)

**Ann Lalumière**, administratrice  
Plein milieu

**Sophie Gagnon**, administratrice  
L'Anonyme

**Tania Charron**, administratrice  
AJOI | Ricochet (Hébergement · Homes)

**Alexandre Berthelot**, administrateur  
CACTUS Montréal



Crédit photo: Rapsim

## ÉQUIPE DU RAPSIM



## MISSION DU RAPSIM

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement communautaire montréalais en itinérance. Il est d'ailleurs la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe une centaine d'organismes qui travaillent auprès de ces populations : ressources d'hébergement, centres de jour et de soir, logements sociaux avec soutien communautaire ainsi que diverses ressources actives en travail de rue et de milieu, en santé mentale, en réduction des méfaits, en insertion socioprofessionnelle et en aide alimentaire. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé. Elle est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.

## NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET REVENDICATIONS TRANSVERSALES

Les priorités stratégiques 2022-2025 ont continué d'orienter nos actions au cours de l'année 2025-2026, dans l'attente de l'adoption du plan d'action 2026-2029, qui sera soumis aux membres lors de l'assemblée générale annuelle du 9 juin 2026. Notre cahier des positions a également constitué un outil de référence essentiel pour les membres, le conseil d'administration et l'équipe de travail. Il facilite la prise de décision et oriente nos postures, nos actions ainsi que nos représentations au quotidien.

## NOTRE FINANCEMENT

Le RAPSIM bénéficie d'un soutien essentiel de Centraide du Grand Montréal, son principal bailleur de fonds, qui finance sa capacité d'action en matière de plaidoyer, de défense collective des droits et de concertation en itinérance à Montréal.

Un appui important et récurrent à la mission est également assuré par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC). De plus, le RAPSIM reçoit un soutien financier pour sa participation aux instances de la gouvernance régionale en itinérance ainsi que pour ses travaux sur l'ADS+ en itinérance dans le cadre du programme Vers un chez-soi. La DRSP contribue également à la réalisation d'un projet de trois ans (2024-2027) issu de la mesure *Environnement favorable à la santé : le milieu communautaire mobilisé pour adapter la ville aux changements climatiques*.

En reconnaissance de notre expertise en matière d'itinérance et de concertation, la Ville de Montréal apporte aussi un soutien financier au RAPSIM par l'entremise du programme *Itinérance et milieux inclusifs 2026-2028*.

Les membres du RAPSIM soutiennent également ses activités par leur précieuse implication bénévole et par le biais des cotisations annuelles.

Enfin, le RAPSIM reçoit chaque année des dons d'individus, du financement discrétionnaire de syndicats et de député·es, ainsi que des revenus générés par des formations données au cégep et à l'université, sa participation à divers projets de recherche ou initiatives collectives.

## DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Afin de soutenir le développement de son expertise et d'enrichir ses pratiques de représentation, le RAPSIM a participé à diverses formations, conférences, webinaires et activités de réflexion portant sur les enjeux sociaux, les politiques publiques, l'itinérance, les droits et le développement organisationnel.

- Atelier *L'art de l'influence positive*.
- Formation *Réseaux sociaux : concevoir, planifier et commander des contenus efficaces*, offerte par le Grenier.
- Webinaire sur les nouveaux indicateurs d'inégalités fondés sur la mesure du panier de consommation (MPC), organisé par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).
- Webinaire sur l'efficacité opérationnelle de l'intelligence artificielle.
- Webinaire d'analyse du budget provincial, organisé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté.
- Formation *Intégrer les perspectives autochtones dans nos organismes*, offerte par le Centre des organismes communautaires (COCO).
- Webinaire *Attaque autoritaire, riposte communautaire*, organisé par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).
- Midi express portant sur le portrait de l'itinérance dans le Centre-Sud, organisé par la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud.
- École d'été sur les pratiques et enjeux en itinérance de l'Université de Montréal.
- Atelier de réflexion sur l'interaction des enjeux systémiques et de l'agentivité en itinérance, animé par la Dre Mylène Demarbre de Médecins du Monde.
- Atelier *Digère le projet de loi no 103*, organisé par l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ).
- Formation croisée *Itinérance et usage de substances dans l'espace public*, organisée par l'ESCODI, l'Institut universitaire sur les dépendances (IUD) et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, comprenant deux webinaires ainsi qu'une journée de partage et de réseautage.

## PARTAGE DE CONNAISSANCES

Le RAPSIM a poursuivi son rôle de référence et de transfert de connaissances sur les enjeux liés à l'itinérance. Le regroupement est régulièrement sollicité dans le cadre de travaux universitaires, de projets de recherche, d'entrevues médiatiques, de documentaires et d'autres initiatives visant à mieux comprendre les réalités de l'itinérance à Montréal. Chaque année, il répond à de nombreuses demandes provenant d'étudiant·es, de chercheur·euses, de journalistes, de documentaristes et d'autres acteurs de la société civile.

À travers ces activités de soutien, de partage d'expertise et de mise en réseau, le RAPSIM contribue à faire circuler les connaissances développées par le milieu communautaire, à sensibiliser différents publics aux réalités vécues par les personnes concernées et à promouvoir des analyses fondées sur les droits, la justice sociale et l'expertise communautaire. Ces échanges constituent un levier important pour renforcer les capacités du réseau, enrichir les débats publics et faire progresser les réponses collectives aux enjeux de l'itinérance.

### Ateliers, panels et formations données par le RAPSIM

- Le RAPSIM a poursuivi ses activités de sensibilisation, de transfert de connaissances et de représentation auprès de divers publics, contribuant à faire connaître les réalités de l'itinérance, du logement et de la défense des droits.
- 10 septembre 2025 : Participation à un panel dans le cadre des rencontres *Vie de quartier*, organisées par La Livrerie en collaboration avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, la CDC Centre-Sud et l'organisme communautaire Spectre de rue.
- 16 octobre 2025 : Présentation sur le vieillissement des personnes en situation d'itinérance auprès de l'Association des retraité·es de l'enseignement du Québec (AREQ).
- 18 novembre 2025: Participation au panel de l'événement de RIPOSTES «Quand tout va à droite...quelles sont les réponses du milieu communautaire?».
- 29 janvier 2026 : Présentation de la websérie Les murs qui nous habitent (2022) et animation d'une discussion sur le logement et l'itinérance auprès des militant·es du Comité logement Rosemont.
- 29 janvier 2026 : Participation au panel de lancement du Pôle de santé publique de l'Université de Montréal.

Crédit photo: Rapsim



- 6 février 2026 : Présentation du RAPSIM auprès d'étudiant·es du secondaire.
- 17 février 2026 : Présentation de la websérie Les murs qui nous habitent (2022) et animation d'une discussion sur le logement et l'itinérance auprès des militant·es du Comité citoyen et communautaire Bellechasse.
- 12 février 2026: Présentation du RAPSIM au comité Cohabitation de la Concertation avenir du Village (CAVI), relevant de la Table de quartier des Faubourgs Saint-Laurent.
- 17 mars 2026 : Formation sur la défense collective des droits offerte à la Faculté de travail social de l'Université de Montréal (campus Laval).
- Trois présentations portant sur le RAPSIM et les enjeux liés à l'itinérance ont été réalisées auprès de quatre groupes d'étudiant·es en Techniques de travail social du Cégep du Vieux Montréal.
- Participation à la Conférence Canadienne pour mettre fin à l'itinérance

Du 28 au 30 octobre 2025, la Conférence canadienne pour mettre fin à l'itinérance s'est tenue à Montréal et le RAPSIM y a assisté. Malgré l'occasion que représentait la tenue de cet événement à Montréal, le RAPSIM et plusieurs de ses membres ont exprimé une vive déception face à la faible présence des organismes, des pratiques et des analyses développées à Montréal et au Québec dans la programmation officielle. Plusieurs acteurs du milieu ont souligné que les approches québécoises, notamment en matière d'action communautaire, de réduction des méfaits et de défense des droits, occupaient une place marginale au sein des contenus présentés. Considérant également les coûts importants associés à la participation à la conférence, le RAPSIM remet en question la pertinence d'y prendre part à nouveau dans les prochaines années.

# REPRÉSENTATION POLITIQUE

## IMPLICATIONS AU SEIN DES INSTANCES RÉGIONALES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (SSS)

### **Comité de liaison sur le partenariat entre le réseau de la santé et les services sociaux et le milieu communautaire**

Cette instance est sous la responsabilité de la Directrice adjointe des partenariats urbains, de la Direction des services généraux et des partenariats urbains du CIUSSS Centre-Sud (CCSMTL). Les responsables du Service régional des activités communautaires et de l'itinérance animent les rencontres.

### **Comité régional de soutien communautaire en logement social et communautaire (SCLSC)**

Ce comité intersectoriel est aviseur et sous la présidence du Service régional. Il a comme mandat d'assurer le suivi de l'implantation du Cadre de référence sur le SCLSC à Montréal. Il assure notamment la concertation entre différents partenaires concernés par la consolidation et le développement à Montréal pour les clientèles ayant des besoins particuliers et favorise la connaissance des besoins et l'identification des priorités régionales. 3 rencontres.

## IMPLICATIONS DANS LES INSTANCES DE LA GOUVERNANCE RÉGIONALE EN ITINÉRANCE

### COMITÉS STRATÉGIQUES

#### **Instance stratégique en itinérance à Montréal (ISIM)**

L'Instance stratégique en itinérance à Montréal (ISIM) est une instance régionale décisionnelle placée sous la responsabilité du CCSMTL – Santé Québec et de la Ville de Montréal, avec l'appui de la Table des PDGA de Montréal – Santé Québec ainsi que du comité de direction stratégique de la Ville de Montréal. Elle regroupe le CCSMTL – Santé Québec, la Ville de Montréal, la Table des PDGA de Montréal – Santé Québec, la Direction régionale de santé publique (DRSP) – Santé Québec, le RAPSIM, le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal, le Service de police de la Ville de Montréal, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ainsi que le siège social de Santé Québec.

L'ISIM a pour mandat d'assurer la gouvernance régionale en itinérance à Montréal, notamment par l'adoption des orientations stratégiques, du plan d'action intersectoriel régional et des priorités d'investissement. Elle vise également à favoriser la collaboration intersectorielle entre les différents partenaires, à développer une compréhension commune des enjeux liés à l'itinérance et à assurer le suivi des actions déployées à l'échelle montréalaise. L'instance joue enfin un rôle d'arrimage entre les enjeux régionaux et les orientations nationales en matière d'itinérance.

Le RAPSIM siège à l'ISIM à titre de représentant du milieu communautaire montréalais en itinérance. Sa participation permet de porter la voix des organismes membres et de faire valoir les constats issus de leur pratique dans les discussions stratégiques et décisionnelles. Au sein de cette instance, le RAPSIM contribue

notamment à l'analyse des enjeux émergents, à l'identification des besoins prioritaires et aux réflexions entourant les orientations régionales en itinérance. Il veille également à défendre des approches respectueuses des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance, tout en favorisant une réponse concertée, intersectorielle et ancrée dans les réalités communautaires montréalaises.

L'ISIM s'est réuni à huit reprises cette année.

### **Comité régional de coordination en itinérance de Montréal**

Le comité de coordination s'inscrit dans la gouvernance régionale de l'itinérance à Montréal et est placé sous la responsabilité du Service régional en itinérance du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Il regroupe notamment la direction adjointe des partenariats urbains du CCSMTL – Santé Québec, le Service régional en itinérance, des représentant·es du CHUM et du CUSM, la Direction régionale de santé publique (DRSP), la Ville de Montréal, les directions santé mentale, dépendance et itinérance des cinq CIUSSS montréalais, des représentant·es d'arrondissements, le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal ainsi que le RAPSIM.

Cette instance a pour mandat d'assurer la coordination, la mise en œuvre et le suivi des travaux des différents comités de la gouvernance régionale du PCMI. Elle vise également à soutenir la mobilisation et la concertation intersectorielle à l'échelle montréalaise, tout en favorisant l'identification et le partage des pratiques éprouvées en matière de prévention et d'intervention en itinérance. Le comité joue un rôle de recommandation auprès des instances décisionnelles de la gouvernance régionale.

La participation du RAPSIM au comité de coordination permet d'assurer une vigie sur les orientations et les décisions prises en matière d'itinérance à Montréal. Le RAPSIM y joue un rôle important de représentation des organismes communautaires membres en faisant valoir leurs préoccupations, leurs analyses et les besoins qu'ils identifient auprès des partenaires institutionnels. Le RAPSIM intervient également afin de promouvoir des actions cohérentes avec une approche globale de l'itinérance, intégrant une analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle, ainsi qu'une réelle concertation avec les organismes communautaires concernés. Dans un contexte marqué par plusieurs transformations de la gouvernance régionale en itinérance au cours de la dernière année, le rôle du comité de coordination est appelé à évoluer. Cette instance demeure néanmoins un espace stratégique permettant au RAPSIM d'exercer une influence significative et de maintenir des liens étroits avec différents partenaires institutionnels, notamment la DRSP ainsi que les directions dépendance, santé mentale et itinérance des cinq CIUSSS montréalais.

Au cours de l'année, le comité a tenu huit rencontres régulières, en plus de quatre rencontres de suivi et de préparation.

## **Comité régional de cohabitation**

Le comité régional de coordination en itinérance de Montréal – Cohabitation sociale (CRCIM-CS) relève du comité régional de coordination en itinérance de Montréal (CRCIM). Cette instance thématique a été créée afin de répondre aux enjeux grandissants de cohabitation sociale liés à l'itinérance dans l'espace public montréalais. Le CRCIM-CS regroupe des représentant·es du réseau de la santé et des services sociaux, de la Ville de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal, de la STM, des établissements hospitaliers montréalais, des directions santé mentale, dépendance et itinérance des CIUSSS montréalais, de la Direction régionale de santé publique, ainsi que des regroupements communautaires en itinérance, dont le RAPSIM et le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal.

Le CRCIM-CS a pour mandat d'assurer une coordination régionale concertée autour des enjeux de cohabitation sociale, dans une perspective d'amélioration continue et de collaboration intersectorielle. Il veille notamment à assurer une veille des enjeux émergents, à soutenir la mise en œuvre des recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur l'itinérance et à suivre les mécanismes d'intervention et de coordination déployés sur le territoire. L'instance joue également un rôle stratégique dans le développement d'orientations communes, l'élaboration de critères pour le déclenchement des mécanismes opérationnels en matière de cohabitation sociale, ainsi que dans la supervision des différents groupes

de travail rattachés au comité. Ces travaux portent notamment sur la vision régionale en cohabitation sociale, les mécanismes et plans de cohabitation, l'accompagnement lors de l'implantation de nouveaux services ainsi que le transfert de connaissances et le partage de pratiques.

Les travaux de ce comité constituent une occasion pour le RAPSIM de nourrir les réflexions régionales à partir de l'expertise et des préoccupations des organismes membres, particulièrement dans les contextes d'implantation de nouveaux services, de tensions dans l'espace public ou de déploiement de mécanismes de coordination. Le regroupement y promeut des approches respectueuses des droits des personnes, ancrées dans une perspective de réduction des méfaits, de justice sociale et de concertation avec le milieu communautaire.

Ce comité s'est réuni à quatre reprises cette année.

## **COMITÉS TACTIQUES**

### **Prévention**

Le comité prévention relève du comité de coordination de la gouvernance régionale en itinérance. Il est coordonné par la Direction régionale de santé publique (DRSP) du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL). Il regroupe des représentant·es de différents secteurs institutionnels, communautaires et municipaux, notamment de la DRSP du CCSMTL, de la Ville de Montréal, du RAPSIM et du MMFIM.

Le comité prévention a pour mandat d'identifier, de soutenir et de promouvoir des interventions fondées sur les meilleures pratiques en matière de prévention de l'itinérance. Il vise à favoriser la collaboration intersectorielle en créant un espace de concertation, d'arrimage et de coconstruction entre les partenaires concernés. Il veille également à assurer une cohérence entre

les travaux des différents comités tactiques en itinérance, contribue à l'intégration d'actions de prévention dans le prochain Plan communautaire montréalais en itinérance (PCMI) et encadre les travaux de deux chantiers : Prévention de la perte de logement et Prévention de l'itinérance jeunesse.

La prévention de l'itinérance suscite un intérêt grandissant au sein des différentes instances. À travers sa participation à ce comité, le RAPSIM veille à promouvoir une vision globale de la prévention qui reconnaît les multiples facteurs menant à l'itinérance ainsi que les nombreuses actions préventives déjà mises en œuvre par les organismes communautaires spécialisés en itinérance. Le regroupement contribue ainsi à faire valoir l'expertise de ses membres et à rappeler l'importance d'agir en amont des situations de rupture sociale, résidentielle et économique.

Au cours de l'année, le comité prévention s'est réuni à quatre reprises. Le RAPSIM a également participé à trois rencontres préparatoires visant à soutenir l'avancement des travaux du comité.

## **Santé**

Le comité Santé relève du comité de coordination du PCMI et est placé sous la responsabilité de la Table régionale des directeur-trices des programmes en santé mentale, dépendance et itinérance (TRSMDI), avec le soutien du Service régional en itinérance (SRI) du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Il regroupe des représentant-es du réseau de la santé et des services sociaux, des établissements hospitaliers, des partenaires communautaires et des instances régionales concernées par les enjeux d'itinérance et d'accès aux soins. On y retrouve notamment des représentant-es de la TRSMDI, du Service régional en itinérance, des équipes cliniques en itinérance, du CHUM, de la Direction régionale de santé publique, de la Ville de Montréal, de Médecins du Monde, du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal ainsi que du RAPSIM. Des organismes impliqués dans les trajectoires PRISM, tels que Diogène, Le Chaînon, OBM et MBA, participent également aux travaux du comité.

Cette instance a pour mandat de soutenir l'accès aux services de santé et aux services sociaux pour les personnes en situation d'itinérance, de favoriser une vision régionale commune des principes guidant la prestation de services et de renforcer les trajectoires d'accès aux soins et aux services, notamment à travers les trajectoires PRISM. Le comité contribue également à la coordination régionale des services de proximité en itinérance et documente les enjeux rencontrés ainsi que les opportunités de développement afin d'en assurer le suivi auprès du comité de coordination du PCMI.

Par sa présence au comité Santé, le RAPSIM alimente les réflexions des partenaires institutionnels à partir des constats et de l'expertise des organismes membres, particulièrement en ce qui concerne les obstacles rencontrés dans les trajectoires de services et

les besoins des personnes les plus marginalisées. Le RAPSIM intervient également afin de promouvoir des approches respectueuses des droits des personnes, ancrées dans une approche globale de l'itinérance et dans une réelle concertation avec les organismes communautaires. Cette participation permet aussi de maintenir des liens étroits avec les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux et d'influencer le développement des orientations régionales en matière d'accès aux soins pour les personnes en situation d'itinérance.

Au cours de l'année, le comité a tenu quatre rencontres régulières, ainsi que deux rencontres préparatoires.

### **Logement/hébergement**

Le comité continuum Hébergement-Logement relève du comité de coordination de la gouvernance régionale en itinérance. Il est placé sous la responsabilité conjointe du Service régional de l'itinérance du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) et de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal. Il rassemble des représentant·es du CCSMTL, de la Ville de Montréal, de la Direction régionale de santé publique, du RAPSIM, de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), de la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) ainsi que d'autres partenaires institutionnels et communautaires impliqués dans les enjeux d'accès au logement et à l'hébergement. Selon les dossiers traités, des partenaires additionnels peuvent également être invités à participer aux travaux.

Le comité continuum Hébergement-Logement a pour mandat d'élaborer les priorités d'action régionales visant à améliorer l'accès au logement et aux services d'hébergement pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir à Montréal. Il assure notamment le suivi des travaux associés au continuum hébergement-logement, la mise en place de groupes de travail et la transmission des enjeux aux différentes instances régionales concernées. Deux groupes de travail découlent directement de ce comité : le GT-SHU et le GT PSL/SRA.

Bien qu'il ne soit pas responsable du suivi individuel des personnes ni de la coordination directe des services, ce comité constitue un lieu stratégique pour réfléchir aux enjeux structurels liés à l'accès au logement et à l'hébergement. Ses travaux visent principalement à soutenir les organismes communautaires et les établissements offrant des services aux personnes en situation d'itinérance sur le territoire montréalais. Cette instance permet au RAPSIM de porter la voix du milieu communautaire et faire valoir les réalités diversifiées vécues par les personnes en situation d'itinérance. Le regroupement veille à ce que les travaux du comité prennent en considération les obstacles rencontrés par les personnes les plus marginalisées et demeurent cohérents avec les valeurs, les approches et les revendications défendues par ses membres. Cette présence contribue également à mettre de l'avant l'importance de développer des réponses diversifiées, accessibles et adaptées aux besoins des personnes concernées.

Au cours de l'année, le comité continuum Hébergement-Logement s'est réuni à deux reprises en mode virtuel, tandis que le groupe de travail PSL/SRA s'est réuni à quatre reprises.

## **Le Groupe de travail sur les services d'hébergement d'urgence (GT-SHU)**

Le Groupe de travail sur les services d'hébergement d'urgence (GT-SHU) a pour mandat de coordonner l'offre de services d'hébergement à Montréal. Il veille à optimiser la fluidité des places disponibles au sein du réseau d'hébergement tout en favorisant les transitions vers des solutions de logement permanent. Le groupe est également responsable de la planification et du développement des mesures hivernales destinées aux personnes en situation d'itinérance.

Cette instance réunit notamment le Service régional en itinérance (SRI), les cinq CIUSSS montréalais, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), les organismes communautaires offrant des services d'hébergement d'urgence ou transitoire, des centres de jour, le MMFIM ainsi que le RAPSIM.

Auseindecegroupedetravail, le RAPSIM veille à ce que les préoccupations du milieu communautaire soient prises en compte dans le développement et l'organisation de l'offre d'hébergement. Le regroupement veille notamment à ce que l'ouverture de nouvelles places tienne compte de la capacité réelle des organismes à les opérer, des conditions nécessaires à la qualité des services ainsi que d'une répartition équitable des ressources entre les territoires montréalais et les différentes populations concernées. Le RAPSIM intervient également afin que les besoins spécifiques de certains groupes, notamment ceux des femmes, soient pris en considération dans le développement de l'offre.

Au cours de l'année, le groupe de travail s'est réuni à trois reprises. Par ailleurs, la Cellule de coordination hivernale du Service de sécurité incendie de Montréal a pris le relais des rencontres ad hoc du GT-SHU pour assurer l'opérationnalisation des mesures hivernales déployées à l'hiver 2026.

## **Comité régional d'analyse (financements)**

Par sa participation au comité d'analyse lors d'appels à projets, le RAPSIM veille à ce que les processus d'attribution et de répartition des fonds demeurent transparents, rigoureux, équitables et adaptés aux réalités des organismes communautaires en itinérance. Le regroupement contribue à faire valoir les particularités des pratiques communautaires, les besoins du terrain ainsi que les enjeux propres à l'intervention auprès des personnes en situation d'itinérance.

Le RAPSIM s'assure également que les critères d'analyse tiennent compte de la diversité des approches et des réponses développées par les organismes, tout en favorisant une répartition des ressources cohérente avec les besoins identifiés par le milieu communautaire. Cette participation permet de soutenir des mécanismes de financement qui reconnaissent l'expertise du milieu communautaire et contribuent au développement d'une offre de services adaptée aux réalités montréalaises.

Au cours de l'année, le RAPSIM a participé à douze rencontres du comité régional, à dix rencontres du comité d'analyse local ainsi qu'à trois rencontres du groupe de travail sur les processus d'analyse.

## **GROUPES DE TRAVAIL/ AUTRES COMITÉS**

### **Groupe de travail sur les services d'hébergement à haut seuil d'accessibilité**

Ce groupe de travail s'est formé à la suite d'un mandat confié par l'Instance stratégique en itinérance de Montréal (ISIM) au comité du continuum hébergement-logement. Il est copiloté par le Service régional de l'itinérance du CCSMTL – Santé Québec et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal. Il regroupe des représentant·es de la Direction régionale de santé publique, du RAPSIM, du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal, de directions santé mentale et dépendance du réseau de la santé ainsi que des organismes communautaires impliqués dans les travaux sur les services d'hébergement d'urgence et de transition.

Cette instance a pour mandat de développer une compréhension commune du concept de haut seuil d'accessibilité, d'identifier des critères opérationnels permettant de caractériser cette approche et de documenter les besoins des personnes en situation d'itinérance qui n'accèdent pas aux services actuels. Les travaux visent également à dresser un portrait des services existants à Montréal, à évaluer les besoins régionaux en matière d'hébergement haut seuil et à formuler des recommandations pour le développement futur de l'offre de services.

Les travaux du groupe ont notamment permis de définir quatre axes structurants du haut seuil d'accessibilité : l'accès sans conditions restrictives, des modalités d'accueil adaptées, un meilleur arrimage avec le continuum des services intersectoriels ainsi que le renforcement des capacités organisationnelles des ressources.

Les travaux de ce comité constituent une occasion pour le RAPSIM de faire valoir les perspectives du milieu communautaire et des personnes exclues ou peu rejointes par les services d'hébergement traditionnels. Le RAPSIM y défend le développement d'approches d'hébergement fondées sur l'accueil inconditionnel, la réduction des méfaits, le respect des droits, du rythme et de l'autonomie des personnes, ainsi que sur l'accès volontaire aux services. Le RAPSIM veille également à ce que les réflexions entourant le haut seuil d'accessibilité ne conduisent pas à des approches davantage centrées sur le contrôle ou la gestion des comportements, mais plutôt sur l'adaptation des services aux réalités complexes vécues par les personnes en situation d'itinérance.

En 2025-2026, le groupe de travail s'est réuni à trois reprises.



### **Groupe de travail sur l'inclusion d'un comité consultatif de personnes ayant une expérience de vie en itinérance**

Le groupe de travail sur l'établissement et l'inclusion d'un comité consultatif de personnes ayant une expérience de vie en itinérance s'inscrit dans les actions transversales du Plan concerté montréalais en itinérance 2021-2026 (PCMI). Il a été mis sur pied à la suite d'un mandat confié par le comité de coordination du PCMI au Service régional de l'itinérance afin de soutenir l'intégration de personnes ayant une expérience vécue de l'itinérance au sein de la gouvernance régionale montréalaise. Il regroupe des représentant·es du RAPSIM, du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal, du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal ainsi que du Service régional de l'itinérance du CCSMTL – Santé Québec.

Cette instance a pour mandat de participer aux réflexions entourant l'établissement et l'inclusion d'un comité consultatif composé de personnes ayant une expérience de vie en itinérance au sein de la gouvernance régionale montréalaise. Les travaux du groupe visent notamment à identifier des pratiques éprouvées de participation citoyenne, à documenter les enjeux éthiques liés à cette démarche, à éviter l'instrumentalisation des savoirs expérientiels et à développer des modalités concrètes favorisant une participation significative et soutenue des personnes concernées. Le groupe de travail contribue également à l'élaboration des outils, des orientations et du cadre de fonctionnement du futur comité consultatif.

La participation du RAPSIM à ce groupe de travail permet de défendre une approche fondée sur le droit à la citoyenneté, la reconnaissance des savoirs expérientiels et le pouvoir d'agir des personnes concernées. Le RAPSIM y porte l'importance de créer des espaces de participation qui permettent aux personnes ayant vécu l'itinérance d'exercer une réelle influence sur les réflexions, les orientations et les décisions qui les concernent. Le RAPSIM intervient également afin de promouvoir des pratiques de participation qui dépassent une approche symbolique ou consultative et qui reconnaissent les personnes comme des acteur·trices à part entière de la transformation sociale. Cette posture s'inscrit dans une vision de l'itinérance où les personnes doivent pouvoir reprendre du pouvoir sur leur vie, exercer pleinement leur citoyenneté et participer activement à la définition des réponses collectives aux enjeux qu'elles vivent. Le RAPSIM veille enfin à ce que les démarches de participation évitent l'instrumentalisation des savoirs expérientiels et soient mises en place dans des conditions favorisant le respect, l'autonomie, l'accessibilité et la sécurité des personnes impliquées.

Le groupe de travail s'est réuni à cinq reprises au cours de l'année.

## NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER MUNICIPAL

### Élections municipales

Pour le RAPSIM, les périodes électorales constituent des moments clés pour actualiser ses revendications en matière d'itinérance et s'assurer que les positions défendues tiennent compte des constats partagés par les organismes membres ainsi que des besoins des personnes qu'ils accompagnent. Dans le cadre de la campagne électorale municipale, le RAPSIM a mis à jour sa plateforme de revendications sur son site web afin d'influencer les engagements des partis politiques en matière d'itinérance et d'offrir aux membres un outil de référence pour leurs représentations politiques.

Le RAPSIM a également utilisé ses réseaux sociaux afin de diffuser largement cette plateforme auprès du grand public, notamment à travers une série de vignettes mettant de l'avant ses principales revendications.

À la demande des partis, le RAPSIM a rencontré des candidats de Projet Montréal et d'Ensemble Montréal. Ces rencontres ont permis au RAPSIM de représenter ses membres auprès des partis en lice en s'appuyant sur l'expertise et les réalités portées par les organismes du réseau, tout en mettant de l'avant les priorités du milieu communautaire montréalais en itinérance.

Le 9 octobre, le RAPSIM, conjointement avec le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal, a coorganisé un échange électoral municipal portant sur les enjeux liés à l'itinérance.

Cet événement visait à interpeller les partis municipaux à partir de thématiques inspirées de la plateforme électorale du RAPSIM. Les discussions ont notamment porté sur le vivre-ensemble et le droit de cité, la prévention de l'itinérance, les refuges et les mesures d'urgence, la judiciarisation ainsi que l'accompagnement et le soutien des personnes en situation d'itinérance.

Les partis Ensemble Montréal, Projet Montréal et Transition Montréal ont participé à cet échange animé par M. Jean-Luc Mongrain. L'événement, tenu à la Maison du développement durable, a rassemblé une centaine de personnes sur place ainsi qu'environ 200 participant·es en ligne. L'échange a été filmé et rendu disponible sur la chaîne YouTube du RAPSIM.



Crédit photo: Rapsim

À la suite de cette activité, le RAPSIM a produit différentes vignettes synthétisant les échanges entre les candidat·es et les engagements des partis politiques municipaux en matière d'itinérance.

## Cérémonie officielle d'assermentation de la mairesse et inauguration du conseil exécutif de la Ville de Montréal

Crédit photo: Rapsim



L'invitation à la cérémonie officielle d'assermentation de la mairesse, le 13 novembre 2025, ainsi qu'à l'inauguration du conseil exécutif de la Ville de Montréal, le 18 novembre 2025, a constitué une marque de reconnaissance du rôle joué par le RAPSIM comme acteur de premier plan en matière de concertation et d'expertise sur les enjeux de l'itinérance. Ces événements ont également permis de rappeler l'importance d'une collaboration étroite entre les différents partenaires afin de répondre adéquatement aux enjeux liés à l'itinérance. Ils ont enfin offert l'occasion de faire valoir les besoins et l'expertise des organismes communautaires, ainsi que les réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance, dans l'élaboration des réponses et des politiques publiques.

### Groupe d'intervention tactique en itinérance (GITI)

Créé par la Ville de Montréal en février 2026, le GITI réunit notamment des représentant·es de la Ville de Montréal,

du gouvernement du Québec, de Santé Québec, du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que du milieu communautaire. Il a pour mandat d'agir comme instance tactique de la gouvernance régionale en itinérance afin de soutenir l'arrimage intersectoriel, d'assurer le suivi de certains indicateurs et de contribuer à la mise en œuvre des priorités régionales en matière d'itinérance. Le RAPSIM y siège à titre de représentant des organismes communautaires montréalais.

Dès l'annonce du mandat du GITI, le RAPSIM a accueilli favorablement la volonté de renforcer la coordination des actions en itinérance tout en exprimant certaines préoccupations quant à la place accordée aux mécanismes de concertation déjà existants. Le regroupement a notamment rappelé l'importance que cette nouvelle instance s'inscrive en complémentarité avec la gouvernance régionale en itinérance et respecte l'autonomie des organismes communautaires ainsi que les rôles des différentes instances de concertation.

Tout au long des travaux, le RAPSIM a veillé à faire valoir l'expertise des organismes communautaires et leur rôle essentiel auprès des personnes en situation d'itinérance. Il a également porté l'importance d'une approche fondée sur les droits, la participation des personnes concernées et la reconnaissance des savoirs développés sur le terrain. Dans un contexte marqué par une croissance des besoins et une pression accrue sur les ressources, le regroupement a rappelé que les réponses aux enjeux de l'itinérance doivent s'appuyer sur la collaboration entre les partenaires plutôt que sur la multiplication des mécanismes de contrôle ou la centralisation des décisions.

Le RAPSIM veille à ce que les travaux du GITI contribuent à lever les obstacles systémiques auxquels sont confrontées les personnes en situation d'itinérance et les organismes qui les accompagnent, tout en renforçant la cohérence des actions régionales déjà en place.

## **Représentations auprès du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)**

Le RAPSIM a sollicité trois rencontres avec le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) afin d'aborder différentes préoccupations soulevées par les organismes membres. Ces échanges ont notamment porté sur l'augmentation des comportements problématiques observés à l'égard des personnes en situation d'itinérance ainsi que des organismes qui les accompagnent.

Dans ce cadre, le RAPSIM a pu relayer les préoccupations du milieu communautaire concernant les pratiques de profilage social, les interventions policières autour des ressources et les impacts de la judiciarisation sur les personnes les plus marginalisées. Ces rencontres ont également permis de rappeler l'importance de privilégier des approches respectueuses des droits, de la dignité et de la sécurité des personnes concernées.

Ces démarches s'inscrivent dans la continuité des travaux menés par le RAPSIM et ses partenaires sur les enjeux de profilage social et de judiciarisation, notamment dans le cadre du Grand Rebrassage sur le profilage social et la judiciarisation organisé à l'automne 2025.

## **Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)**

### **Programme itinérance et milieux inclusifs (PIMI) 2026-2028**

Le RAPSIM a participé à plusieurs rencontres d'information et d'échange avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal concernant le Programme itinérance et milieux inclusifs (PIMI) 2026-2028. Ces rencontres ont permis de discuter des orientations du programme, des critères d'admissibilité et d'analyse des projets, du processus d'évaluation ainsi que des résultats de l'appel de projets.

À travers ces échanges, le RAPSIM a veillé à faire valoir les préoccupations et l'expertise des organismes communautaires en itinérance, notamment en ce qui concerne l'accessibilité du programme, la reconnaissance du savoir-faire du milieu et la cohérence des investissements avec les besoins identifiés par celui-ci. Ces démarches ont également permis d'assurer un suivi des projets financés par la ville en matière d'inclusion sociale, de cohabitation sociale et de déjudiciarisation.

### **Cellule de coordination hivernale**

Mise en place par le SDIS, la Cellule de coordination hivernale constitue un espace élargi de concertation visant à assurer le suivi du déploiement des mesures hivernales destinées aux personnes en situation d'itinérance. Ses travaux ont notamment porté sur l'ouverture et l'opérationnalisation des 500 nouvelles places annoncées par la mairesse de Montréal ainsi que sur l'arrimage des différents services de navettes communautaires permettant aux personnes de circuler entre les ressources.

La Cellule réunit des représentant·es du SDIS, de la Direction régionale de santé publique de Montréal, du Service régional en itinérance, de la Société de transport de Montréal (STM), du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM),

de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS), du MMFIM, du RAPSIM ainsi que des organismes communautaires offrant des haltes-chaleur, des services de navettes et d'autres lieux d'accueil.

La participation du RAPSIM à cette instance a permis de faire valoir les réalités vécues par les organismes communautaires impliqués dans le déploiement des mesures hivernales. Le regroupement a notamment veillé à ce que les nouvelles mesures répondent aux besoins des personnes concernées, tiennent compte de la capacité des organismes à les mettre en œuvre et favorisent une répartition cohérente des ressources à l'échelle montréalaise. Le RAPSIM a également contribué aux discussions entourant l'accessibilité des services, les enjeux de transport et l'arrimage entre les différentes ressources mobilisées durant la période hivernale.

Compte tenu du caractère évolutif de la situation et de l'importance des opérations hivernales, la Cellule de coordination hivernale s'est réunie à 18 reprises au cours de l'année, à raison d'une rencontre hebdomadaire.

### **Service de l'habitation de la Ville de Montréal**

Le RAPSIM a tenu trois rencontres avec Sophie Renaud, conseillère en développement de l'habitation, afin d'échanger sur différents enjeux municipaux ayant un impact sur les personnes en situation d'itinérance et les organismes communautaires. Les discussions ont notamment porté sur les maisons de chambres, le droit de préemption et la mise en gestion d'immeubles, les interventions en matière de salubrité ainsi que divers

enjeux liés au développement immobilier et à leurs répercussions sur l'accès au logement.

Ces rencontres ont permis au RAPSIM de faire valoir les préoccupations de ses membres, de sensibiliser les décideur·euses aux impacts des politiques et interventions municipales sur les populations les plus vulnérabilisées et de promouvoir des approches favorisant le maintien en logement, l'importance du logement social et communautaire, la préservation du parc locatif abordable et la prévention de l'itinérance.

### **OMHM**

Nous avons rencontré à quatre reprises M. Frédéric Roy, directeur général adjoint à la gestion des milieux de vie de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), au cours de l'année. Ces rencontres ont principalement porté sur les enjeux liés à l'administration des PSL, tant dans le marché locatif privé que dans les logements sociaux et communautaires. À la suite des représentations du RAPSIM auprès de l'OMHM et de la SHQ, l'OMHM a annoncé un assouplissement des critères d'admissibilité aux PSL en décembre 2025.

### **STM**

Nous avons rencontré la STM à deux reprises concernant des mesures répressives prises par la société de transport. En effet, la mesure anti-flânage annoncée en 2025 a été reconduite et d'autres mesures d'architecture hostile ont été prises. Le RAPSIM tenait à rencontrer la STM pour dénoncer ces postures.

### **Commission Itinérance et cohabitation sociale à Montréal de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)**

Le RAPSIM a contribué activement aux travaux de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la cohabitation sociale. La publication du rapport final, à l'été 2025, a confirmé la pertinence de plusieurs constats et recommandations portés par le regroupement, ses membres et ses alliés.

Les conclusions du rapport mettent en lumière la complexité des enjeux liés à l'itinérance et l'importance de dépasser les approches centrées uniquement sur sa visibilité dans l'espace public. Elles rappellent la nécessité de privilégier des réponses fondées sur les droits, la dignité des personnes concernées, l'accès au logement, la prévention ainsi que le soutien communautaire.

Pour le RAPSIM, ce rapport constitue désormais un levier important auprès de la Ville de Montréal afin d'orienter les actions, les pratiques et les politiques publiques en matière d'itinérance et de cohabitation sociale. Il représente également un outil d'éducation populaire précieux pour le grand public, en favorisant une meilleure compréhension de la complexité du phénomène de l'itinérance, de ses causes structurelles et des réponses collectives nécessaires pour y faire face.

Le RAPSIM poursuit ses représentations auprès des différentes instances municipales afin que les recommandations issues de cette démarche se traduisent concrètement dans les orientations et les interventions mises en œuvre à Montréal.

## NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER PROVINCIAL

### **Cabinet du ministre responsable des Services sociaux**

Des discussions régulières ont été tenues avec Andréanne Lajoie et Julie Drolet, conseillères politiques au cabinet du ministre responsable des Services sociaux. Ces échanges ont permis au RAPSIM de faire valoir les constats et préoccupations exprimés par les organismes membres au regard des enjeux observés dans leurs milieux de pratique. Ils ont également constitué une importante occasion d'obtenir des précisions sur les orientations gouvernementales en matière d'itinérance, les priorités de financement ainsi que les mécanismes de déploiement et de répartition des ressources à l'échelle régionale.

### **Guillaume Cliche-Rivard, député de Saint-Henri-Sainte-Anne et porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de lutte contre l'itinérance**

Tout au long de l'année, le RAPSIM a entretenu des échanges fréquents avec M. Cliche-Rivard ainsi qu'avec les membres de son équipe. Ces conversations ont permis de les informer des réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance à Montréal et des défis rencontrés par les organismes communautaires, contribuant ainsi à alimenter la réflexion et les interventions du député sur les enjeux de l'itinérance.

## NOS ACTIONS AUPRÈS DU PALIER FÉDÉRAL

### Échange avec l'équipe de la ministre Rachel Bendayan sur l'avenir des investissements fédéraux en matière d'itinérance

À la suite d'informations préoccupantes concernant l'avenir du programme fédéral Vers un chez-soi et une possible réorientation des investissements vers l'initiative Maisons Canada, le RAPSIM a sollicité un échange avec l'équipe de la ministre Rachel Bendayan. Cette conversation téléphonique a permis d'obtenir des clarifications quant aux intentions du gouvernement fédéral en matière de financement de la lutte à l'itinérance et de rappeler l'importance du maintien d'un financement fédéral dédié, stable et adapté aux réalités des communautés.

Cet échange a permis de faire valoir la nécessité de préserver une approche globale de la lutte à l'itinérance, qui reconnaît l'importance du logement, mais également celle des services communautaires, de la prévention, de l'accompagnement, de la réduction des méfaits et du soutien aux personnes les plus vulnérabilisées. Le RAPSIM a ainsi porté les préoccupations de ses membres quant aux conséquences qu'aurait une approche centrée exclusivement sur le logement pour les organismes montréalais et les personnes qu'ils accompagnent.

À la suite de cet entretien, le RAPSIM a été mis en contact avec Chris Simba, conseiller principal pour le Québec auprès du ministre du Logement et de l'Infrastructure, dans une volonté d'entamer un dialogue plus approfondi sur les orientations fédérales en matière de lutte à l'itinérance et sur l'avenir des investissements après 2028.



# VIE ASSOCIATIVE

## NOS MEMBRES

Le RAPSIM compte 91 organismes membres réguliers et 8 organismes membres associés pour un total de 99 membres au 31 mars 2026.

- Action Autonomie
- Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)
- L'amour en action (AEASD)
- Anonyme (L')
- Antre-jeunes de Mercier-Est (L')
- Architecture sans frontières\*
- Arrêt-Source
- Artère de l'Est (L)
- Association Logement Amitié
- Association pour la Défense des Droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDSMM)
- Atelier Habitation Montréal
- Auberge communautaire du Sud-Ouest (ACSO)
- Auberge du coeur le Tournant
- Auberge Madeleine
- Avenue hébergement communautaire
- Bâtir son quartier\*
- Bureau de consultation jeunesse (BCJ)
- CACTUS Montréal
- Cap St-Barnabé
- Carrefour familial Hochelaga
- Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (CAPAHC)
- Centre Booth (Armée du salut)
- Centre communautaire Petite-Côte
- Centre de jour St-James
- Centre de prévention du suicide de Montréal
- Chambreclerc
- Chez Doris
- Cirque Hors Piste
- Clinique Droits Devant
- Communauté Hadley
- Comité BAILS (Entraide Logement Hochelaga Maisonneuve)
- Comité logement du Plateau Mont-Royal
- Comité social Centre-Sud
- Dans la rue
- Dîners St-Louis
- Diogène
- Dopamine
- En Marge 12-17
- Escale Famille Le Triolet
- Exeko
- Face à face
- Le Foyer
- Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes (GEIPSI)
- Groupe Information Travail (GIT)

- Groupe Paradoxe\*
- Habitations L'Escalier
- Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
- Itinéraire (Groupe communautaire L')\*
- La Porte Ouverte Montréal
- Logifem
- Logis Rose-Virginie
- Ma Chambre inc.
- Maison Benoit Labre
- Maison des Amis du Plateau Mont-Royal
- Maisons de l'Ancre
- Maison d'Hérelle
- Maison L'Exode
- Maison Grise de Montréal
- Maison Lucien L'Allier
- Maison Marguerite
- Maison St-Dominique
- Maison Tangente
- Marie Debout, Centre de femmes Hochelaga-Maisonneuve
- Médecins du Monde — Montréal\*
- Méta d'Âme
- Mission St-Michael
- Œuvres de St-Jacques
- PACT de Rue
- PAS de la rue
- Passages
- Prévention CDN-NDG
- Projet Inclusion
- Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es (PIAMP)
- Plein Milieu
- Projet Genèse
- Projet Autochtones du Québec (PAQ)
- RAP Jeunesse
- Refuge des Jeunes de Montréal
- Réseau Habitation Femmes (RHF)
- Ressources Jeunesse de Saint-Laurent (RJSL)
- REZO – santé et mieux-être des hommes gais, et bisexuels, cis et trans
- RICOCHET Hébergement – Homes
- ROHMI\*
- Rue des Femmes
- Sac à Dos
- Service d'hébergement St-Denis
- Société Elizabeth Fry du Québec
- Société John-Howard — programme Chez nous!\*
- Spectre de rue
- Stella
- Sidalys
- Toit à moi\*
- Travail de rue et action communautaire (TRAC)
- Valoristes\*
- Vilavi
- Villa Exprès pour toi
- Y des femmes de Montréal
- YMCA — programme Dialogue

## SOUTIEN AUX MEMBRES

Tout au long de l'année, le RAPSIM a soutenu ses membres dans diverses situations portant atteinte à l'approche communautaire, aux droits des personnes en situation d'itinérance ou présentant une portée collective. Ces accompagnements ont permis de mettre en commun les expériences et les constats des organismes membres, favorisant ainsi une compréhension plus globale des enjeux liés à l'itinérance. Ils ont également contribué à alimenter les réflexions et les actions du regroupement en matière de défense des droits, de représentation et de développement des positions.

## VISITES ET PARTICIPATIONS DU RAPSIM AUX ACTIVITÉS DES MEMBRES ET DES PARTENAIRES

Le RAPSIM a activement participé aux événements, rencontres et initiatives organisés par ses membres et partenaires, contribuant ainsi au renforcement des liens au sein du réseau et à la réflexion collective sur les enjeux liés à l'itinérance, à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

### Juin 2025

- 18 juin : Participation à l'assemblée générale annuelle d'En Marge 12-17.
- 30 juin : Participation à l'assemblée générale annuelle du Refuge du cœur de l'île (PACT de rue).

### Juillet et août 2025

- 9 juillet : Participation à l'assemblée générale annuelle du PlaMP.
- 8 août : Participation au Festival Présence autochtone.
- 20 août : Participation à la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) 2050.
- 22 août : Participation au barbecue de Sidalys.
- 22 août : Participation à l'événement *J'EXISTE* organisé par le RIPAJ.
- 28 août : Participation à la Journée internationale de sensibilisation aux surdoses.

### Septembre 2025

- 9 septembre : Présence au dévoilement du laboratoire d'aménagement de l'espace public *Acupuncture urbaine* ainsi qu'à la présentation de la deuxième édition du catalogue de recherche Architecture + Itinérance.
- 22 septembre : Visite du projet Namur (Habitations modulaires de la Ville de Montréal, opérées par OBM).
- 23 septembre : Participation à l'assemblée générale annuelle de Maison Lambda.
- 24 septembre : Présence au lancement du *Manifeste pour un Québec sans pauvreté*.

## Octobre - Novembre 2025

- 7 octobre : Participation au lancement du guide pratique de logement social Toutes incluses : *Guide pratique du logement social pour femmes*, réalisé par l'Auberge Madeleine.
- 29 octobre : Présence au vernissage de l'exposition Place Émilie-Gamelin : 200 ans de cohabitation sociale.
- 10 novembre : Participation à la visite et à l'inauguration de l'Artère de l'Est.



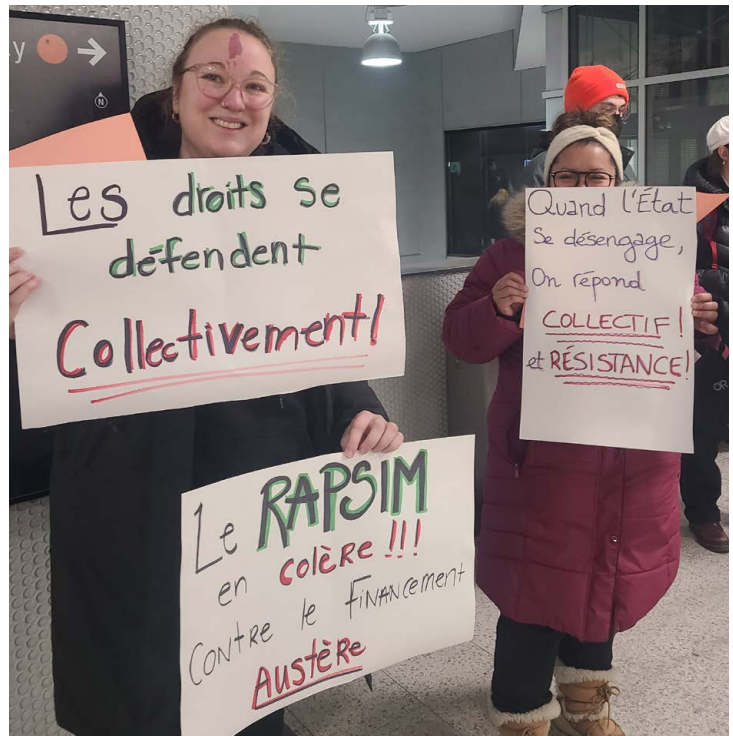
Crédit photo: Rapsim

- 14 novembre : Visite de la Communauté Hadley.
- 17 novembre : Visite de la Mission St-Michael.

## Décembre 2025 - Mars 2026

- 10 décembre : Visite de l'exposition «Par et pour : 30 ans de résistance des travailleuses du sexe» au Centre des mémoires montréalaises (MEM), réalisée en collaboration avec Stella, l'amie de Maimie.
- 22 janvier : Visite du service d'hébergement du Centre des Femmes de convictions.

- 29 janvier : Présence au lancement de la Semaine québécoise de prévention du suicide.
- 29 janvier : Visite de la halte-chaud de l'Anonyme déployée sur la friche du campement Notre-Dame.
- 4 février : Présence à la journée d'action montréalaise organisée par la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP), dans le cadre de la semaine de grève du Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD).



Crédit photo: Rapsim

- 12 février : Visite de Prévention CDN-NDG.
- 16 février : Visite de La Station (Habitations modulaires de la Ville de Montréal opérées par RAP Jeunesse).
- 24 février : Participation au Colloque provincial en prévention du suicide organisé par le Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM).

## ASSEMBLÉES, FORUM ANNUEL ET AUTRES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE RAPSIM

### 50e anniversaire du RAPSIM

L'année du 50e anniversaire du RAPSIM s'est conclue le 10 avril 2025 par un grand événement festif tenu au Théâtre Paradoxe. Cette soirée a permis de célébrer le chemin parcouru par le regroupement et de souligner l'apport de ses membres, partenaires et alliés à la lutte contre l'itinérance au cours des cinq dernières décennies.

L'événement a également été l'occasion de lancer deux projets réalisés dans le cadre des célébrations du 50e anniversaire : une série de balados mettant en valeur l'histoire, les luttes et les réflexions portées par le RAPSIM, ainsi qu'une publication collective retraçant les moments marquants de son parcours et les transformations du phénomène de l'itinérance à Montréal.



Crédit photo: Groupe Paradoxe

Cette soirée a rassemblé de nombreuses personnes issues du milieu communautaire, institutionnel et politique dans une ambiance à la fois conviviale, festive et engagée.

La publication Chroniques des itinérances montréalaises – Récits, luttes et solidarités du mouvement communautaire en itinérance est disponible en version papier et ses articles, qui témoignent de 50 ans de militantisme et de travail communautaire en itinérance à Montréal, sont disponibles sur le site internet du RAPSIM.



Crédit photo: Groupe Paradoxe

Crédit photo: Groupe Paradoxe



Un projet de photovoix est venu compléter les chroniques réalisées dans le cadre du 50e anniversaire. Trois portraits ont été produits à partir d'entrevues réalisées en 2024 avec Geneviève Houle, travailleuse de rue chez CACTUS Montréal depuis 18 ans, Martin Talbot, intervenant à l'Auberge du cœur Le Tournant, et Marjolaine Despars, directrice adjointe au CAP Saint-Barnabé. À travers ces rencontres, le RAPSIM souhaitait mettre en lumière l'expérience, les savoirs et l'engagement de personnes qui contribuent quotidiennement à la lutte contre l'itinérance, tout en préservant une mémoire précieuse du milieu communautaire montréalais.

La soirée de clôture du 50e anniversaire a également permis de lancer une série de trois épisodes de balado offrant un regard rarement entendu sur l'itinérance, soit celui des intervenant·es du milieu communautaire montréalais. Les épisodes abordent notamment l'itinérance jeunesse et l'approche communautaire en intervention, l'itinérance des femmes et le continuum hébergement-logement, ainsi que les pratiques de réduction des méfaits à Montréal. Ce balado constitue un legs durable des célébrations du 50e anniversaire et contribue à faire rayonner l'expertise développée par les organismes membres du RAPSIM. Le balado est disponible sur [Youtube](#) et sur [Spotify](#).

## Forum Médias et itinérance

Le 18 février 2026 a eu lieu notre forum annuel, cette année autour de la thématique *Médias et itinérance*. La journée de discussions et panels a réuni 150 personnes au Centre St-Pierre et a permis d'avancer nos réflexions collectives face aux représentations de l'itinérance dans les médias au Québec.



Graphisme: jzkr

En avant-midi, deux panels ont mis la table sur le contexte actuel

- Panel 1: Représentations de l'itinérance dans les médias avec Michel Parazelli, Aurélie Lanctôt et Annie Aubertin
- Panel 2: Impact de la représentation médiatique de l'itinérance sur les personnes et les organismes avec Rhetta Parnas, Marjolaine Michel, Mauricio Trujillo Pena, Andréane Désilets

En après-midi, plusieurs ateliers se sont déroulés en simultanément :

- Faire résonner la voix des personnes premières concernées, par l'itinéraire
- Le cycle des nouvelles : comprendre le fonctionnement des médias pour mieux s'y insérer, par Simon Tremblay-Pépin de l'IRIS
- Prendre la parole dans les médias : passer un message efficacement, par Annie Savage du RAPSIM et France Labelle du Refuge des jeunes de Montréal
- La montée des discours de la droite et les impacts sur l'itinérance, par Stéphane Handfield du Groupe de recherche sur la pauvreté



Crédit photo: Camille Poirier

La journée s'est terminée par une Foire des médias alternatifs, mettant en valeur la créativité des organismes et groupes qui développent des formes différentes de médias, avec des kiosques de L'injecteur, En Marge 12-17, Archives Révolutionnaires, Trans de rue, Exeko et Chez Stella.

En plus de permettre à nos membres et partenaires de se réunir autour d'une question d'intérêt pour le milieu, le Forum annuel du RAPSIM permet de s'outiller et de développer un argumentaire commun pour avancer dans notre réflexion collective. Nous avons donc publié une lettre ouverte dans Pivot quelques jours après la tenue de l'événement pour refléter les discussions qui ont eu lieu et élargir le débat à la société civile. Un rapport d'événement est maintenant disponible en ligne et détaille les discussions qui ont eu lieu pendant la journée, et des vidéos seront publiées dans les prochains mois pour continuer d'alimenter les réflexions autour des représentations de l'itinérance dans les médias.



Crédit photo: Camille Poirier

## Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle du RAPSIM s'est tenue le 10 juin 2025 au Centre culturel Georges-Vanier et a réuni 55 participant·es représentant 34 organismes membres. Cette journée a permis de faire le bilan des réalisations de l'année 2024-2025, de présenter les orientations et priorités pour l'année à venir ainsi que d'élire les membres du conseil d'administration 2025-2026.

Les échanges ont notamment porté sur les enjeux de judiciarisation et les orientations du regroupement en matière de sécurité publique. L'assemblée a également adopté un positionnement en faveur du définancement de la police et de la réallocation d'une partie des ressources publiques vers des approches communautaires et de santé publique. Cette journée a une fois de plus démontré la vitalité démocratique du RAPSIM ainsi que l'engagement de ses membres à faire progresser les droits des personnes en situation d'itinérance.

## Suivi des chantiers du Plan d'action 2022-2025 du RAPSIM

### Actualiser, consolider et développer les positions du RAPSIM

Dans la continuité du travail réalisé sur le cahier de positions du RAPSIM, le conseil d'administration a entrepris une révision des règlements généraux afin d'assurer leur cohérence avec les valeurs, les principes et les approches portés par le réseau. Cette démarche vise à actualiser le cadre de gouvernance de l'organisme pour qu'il reflète plus fidèlement les orientations politiques et organisationnelles adoptées au cours des dernières années.

Les modifications proposées aux règlements généraux seront soumises aux membres pour adoption lors de l'assemblée générale annuelle du 9 juin 2026.

### Identifier les stratégies et mettre en place les pratiques permettant l'intégration de l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) dans l'ensemble des sphères du RAPSIM

Au cours de l'année 2025-2026, le RAPSIM a poursuivi les travaux de son chantier en analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Cette année a notamment permis de compléter la rédaction du journal de recherche amorcé dans le cadre du projet. Les prochaines étapes consisteront à réaliser la révision, la correction et la mise en page du document en vue de sa publication.

Ce journal de recherche de plus de 60 pages aborde notamment les réalités de l'itinérance des femmes, les perceptions et la compréhension de l'ADS+ au sein des organismes communautaires en itinérance, les stratégies déployées par les organismes communautaires pour favoriser l'inclusion ainsi que leurs limites, les représentations de l'itinérance des femmes au sein du RAPSIM et les constats issus du forum tenu dans le cadre du projet. Ce travail constitue une contribution importante au développement des connaissances sur l'itinérance des femmes et sur l'intégration des approches intersectionnelles dans les pratiques du milieu communautaire.

Nous effectuons une vigie en continu dans l'ensemble des dossiers du RAPSIM afin d'assurer une meilleure compréhension et prise en compte des réalités vécues par les femmes et les personnes de la diversité de genre en situation d'itinérance. Cette vigie se reflète également dans nos représentations, où nous cherchons à identifier les angles morts dans les définitions de l'itinérance, les modalités des programmes, les mécanismes d'attribution des fonds et d'autres mesures susceptibles d'entraîner des effets de

discrimination directe ou indirecte, ou encore d'accentuer les inégalités d'accès aux ressources répondant aux besoins de ces populations.

Bien que ce travail soit souvent peu visible, il demeure essentiel. Il nous a notamment permis d'intervenir afin de prévenir l'exclusion involontaire d'organismes en itinérance œuvrant auprès des femmes et des personnes de la diversité de genre, ainsi que de promouvoir des approches plus inclusives dans différentes instances et démarches de concertation.

Le développement de cette expertise a également permis au RAPSIM d'être sollicité dans différents projets de recherche et démarches partenariales. Le regroupement a ainsi participé à deux rencontres du comité aviseur du projet *Itinérance cachée, réalité éclairée*, porté par Femmes du monde à Côte-des-Neiges. Cette démarche vise à mieux comprendre les réalités des femmes en situation d'itinérance cachée dans le quartier de Côte-des-Neiges, notamment par la documentation de leurs réalités, l'identification des barrières d'accès aux services et la cartographie des ressources disponibles.

Le RAPSIM a également poursuivi son implication au sein du comité aviseur du projet *Partenariat apprentissage patiente (PAP)*, mené par le Centre d'excellence sur le partenariat avec les patients et le public du Centre de recherche du CHUM. Ce projet de recherche s'intéresse à la manière dont les femmes développent leur pouvoir d'agir à travers leur navigation dans

le système de santé. La participation du RAPSIM permet d'assurer une meilleure prise en compte des réalités particulières vécues par les femmes en situation d'itinérance ou de grande précarité.

Enfin, le RAPSIM a participé à l'organisation d'un forum sur l'itinérance des femmes, prévu pour septembre 2026 et porté par le Partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes (PPLIF). Le regroupement a pris part à trois rencontres du comité organisateur au cours de l'année. Ce forum vise à créer un espace de réflexion, de partage des connaissances et de mobilisation autour des réalités spécifiques vécues par les femmes en situation d'itinérance, dans une perspective de transformation des pratiques et des politiques publiques.

**Procéder à une réflexion sur les espaces de participation et s'assurer de leur mise en place pour les personnes premières concernées dans les différentes sphères du RAPSIM**

Depuis sa création, le RAPSIM accorde une importance particulière à la participation citoyenne et à la prise de parole des personnes concernées par l'itinérance. Cette préoccupation s'est traduite au fil des ans par diverses initiatives, notamment des actions collectives visant à promouvoir l'exercice du droit de vote et la participation à la vie démocratique.

L'année 2025-2026 a toutefois permis d'approfondir une réflexion nouvelle pour le regroupement : celle de la place réelle qu'occupent les personnes ayant un savoir expérientiel au sein même des mécanismes, espaces décisionnels et instances du RAPSIM. Ce chantier vise à mieux comprendre les forces et les limites de nos pratiques actuelles afin d'identifier les conditions favorisant une participation significative, inclusive et durable.

Ce processus se poursuivra au cours de la prochaine année et mènera à la rédaction d'un rapport portant sur les espaces de participation des personnes ayant un savoir expérientiel dans

les différentes sphères de l'organisation. Ce rapport sera accompagné d'une politique interne visant à renforcer l'inclusion et à améliorer les pratiques du regroupement en matière de participation.

### Créer des espaces d'échanges et de formations sur des thématiques identifiées par les membres

Depuis maintenant trois ans, le RAPSIM développe une offre structurée de formations, de webinaires et de midi-discussions élaborée à partir des besoins exprimés par ses membres. Ces espaces visent à soutenir les organismes communautaires en itinérance dans leurs réalités quotidiennes en favorisant le développement des compétences, le partage des savoirs et des expériences ainsi que le renforcement des liens entre les équipes d'intervention.

Au cours de l'année 2025-2026, neuf formations ont été offertes dans le cadre de cette programmation. Grâce à un financement ponctuel provenant d'une mesure du Plan d'action interministériel, celles-ci ont pu être offertes gratuitement à l'ensemble des organismes communautaires en itinérance de Montréal. Les formations proposées ont porté sur des thèmes variés répondant aux réalités et aux défis vécus par les organismes communautaires : le Curateur public, le secourisme et la réanimation cardiorespiratoire (deux cohortes), l'intervention en situation de crise, l'intervention auprès des personnes vivant une psychose, les réalités des personnes trans et non binaires (deux cohortes), le phénomène des gangs de

ainsi que les modèles du deuil et les outils d'intervention associés.

Le RAPSIM a également poursuivi son partenariat avec le Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM), qui permet aux organismes membres d'accéder gratuitement à la formation de base en prévention du suicide ainsi qu'au module spécialisé *Suicide et itinérance*. Au cours de l'année, trois organismes ont bénéficié de la formation de base et un organisme a participé au module spécialisé.

Par ailleurs, un partenariat avec Médecins du Monde a permis de faciliter l'accès des organismes à plusieurs formations spécialisées portant notamment sur la violence, la fatigue de compassion, la navigation autochtone et l'intervention auprès des personnes migrantes. Cette année, deux organismes ont bénéficié de la formation sur la violence.

Au total, plus de 230 participant·es ont pris part à ces différentes activités de formation, témoignant de l'importance de ces espaces de développement des compétences pour le milieu communautaire montréalais.

En complément de cette offre, le RAPSIM a également organisé des espaces d'échange et de transfert de connaissances. Parmi ceux-ci, un midi-discussion intitulé Le RAPSIM présente : le budget du Québec a permis aux participant·es d'analyser le budget provincial et de mieux comprendre les mesures susceptibles d'avoir un impact sur les personnes en situation d'itinérance et les organismes qui les accompagnent.

## DOSSIERS RÉGULIERS DU RAPSIM

### JUSTICE CLIMATIQUE

Depuis plusieurs années, le RAPSIM revendique un meilleur accès à des installations publiques permettant aux personnes en situation d'itinérance de se protéger des intempéries, tant en période de chaleur extrême qu'en période de froid intense. Cette implication s'inscrit dans une vision de la lutte aux changements climatiques qui reconnaît les inégalités sociales existantes et vise à prévenir leur aggravation.

C'est dans cette perspective que le RAPSIM poursuit le déploiement du projet SOLEIL (Projet pour Savoir s'Organiser et Lutter contre les Effets des chaleurs Intenses et Longues), qui en est maintenant à sa deuxième année. Ce projet de recherche-action vise à mieux comprendre les impacts des épisodes de chaleur extrême sur les personnes en situation d'itinérance et sur les organismes communautaires qui les accompagnent, tout en documentant les stratégies d'adaptation développées par le milieu. Les travaux se poursuivront jusqu'en 2027.

Au cours de l'année, plusieurs outils de collecte de données ont été élaborés, dont un sondage, une grille d'entrevue et du matériel de mobilisation. Deux rencontres du comité aviseur ont également été tenues et sept entrevues individuelles ont été réalisées auprès d'acteurs concernés par les enjeux de chaleur extrême et d'itinérance.

L'approfondissement de ce dossier a également permis au RAPSIM de renforcer son implication dans différents espaces de réflexion sur la justice sociale et climatique. Le regroupement a notamment participé au lancement du Collectif montréalais pour la résilience climatique des communautés, siégé au groupe de travail sur la justice environnementale de Transition en commun à deux reprises et contribué aux travaux du comité aviseur d'un projet de recherche de l'Observatoire québécois des inégalités. Le RAPSIM a également poursuivi ses activités de sensibilisation en publiant sur ses réseaux sociaux une série de vignettes portant sur les liens entre chaleur extrême et itinérance.

À travers ces différentes initiatives, le RAPSIM contribue à faire reconnaître que les changements climatiques touchent de manière disproportionnée les personnes les plus marginalisées et que les stratégies d'adaptation doivent intégrer les réalités particulières vécues par les personnes en situation d'itinérance.

### JUDICIARISATION ET DROIT DE CITÉ

Le RAPSIM poursuit son engagement en faveur du droit de cité, c'est-à-dire du droit pour toute personne, quelle que soit sa situation, de vivre pleinement et dignement dans la ville. Le droit de cité dépasse le simple droit d'occuper l'espace public : il implique la reconnaissance pleine et entière des personnes comme citoyen·nes, leur accès aux services, aux espaces publics, à la culture ainsi qu'à la participation sociale et politique.

Dans un contexte où les inégalités urbaines se creusent et où de nouvelles formes d'exclusion émergent, notamment par le recours croissant à des mesures de surveillance, à des firmes de sécurité privées et à diverses pratiques de contrôle de l'espace public, le RAPSIM poursuit ses efforts afin de promouvoir une ville inclusive, solidaire et respectueuse des droits humains.

Lors de son assemblée générale annuelle de juin 2025, les membres du RAPSIM ont adopté un positionnement en faveur du définancement de la police et de la réallocation d'une partie des ressources vers les organismes communautaires et les approches de santé publique. Cette orientation s'inscrit dans la volonté du regroupement de promouvoir des réponses centrées sur les droits, la prévention, l'accompagnement et la réduction des méfaits plutôt que sur des approches répressives axées sur le contrôle et la sécurité publique

### **Comité Opération Droits Devant du RAPSIM (ODD)**

16 groupes membres participants  
provenant de 7 quartiers de Montréal

Le comité ODD s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2025-2026. En plus des trois rencontres régulières prévues à son calendrier, une rencontre extraordinaire a été convoquée à l'automne afin de dresser un état de situation des nombreux cas d'abus, de profilage et de violences policières rapportés par les organismes membres. Cette rencontre a permis de documenter ces réalités et d'alimenter les représentations du RAPSIM auprès du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) lors d'échanges subséquents.

Le comité a également assuré un suivi des enjeux liés au déploiement de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS), ainsi qu'à la présence grandissante d'agences de sécurité privée dans l'espace public. Ces discussions ont permis d'analyser les impacts de ces différentes pratiques sur les droits, la sécurité et le droit de cité des personnes en situation d'itinérance.

### **Grand Rebrassage**

Le RAPSIM a participé à l'organisation du Grand Rebrassage de la judiciarisation à Montréal, tenu le 19 novembre 2025 à l'initiative de la Clinique Droits Devant et en collaboration avec l'Observatoire des profilages. Cette journée de réflexion a rassemblé plus d'une vingtaine de personnes ayant un savoir expérientiel, plus de 70 représentant·es d'organismes communautaires ainsi que plusieurs chercheur·euses. Les échanges ont permis d'actualiser les connaissances sur les pratiques de judiciarisation, de surveillance et de profilage visant les personnes en situation d'itinérance, tout en alimentant les représentations et les revendications du RAPSIM dans un contexte où les pratiques des forces de l'ordre continuent d'évoluer.



Crédit photo: Rapsim

### **Campements**

Au cours de l'année, le RAPSIM a été sollicité pour contribuer à un projet de recherche appliquée mené par une étudiante de l'École de technologie supérieure (ÉTS) et un professeur associé visant le développement d'un prototype de réchaud « low-tech ». Ce projet cherche à concevoir une solution de chauffage et de cuisson sécuritaire, fabriquée à partir de matériaux facilement accessibles dans l'environnement urbain et adaptée aux réalités des personnes vivant en campement.

À travers quatre rencontres de travail, le RAPSIM a partagé son expertise sur les réalités de l'itinérance et les enjeux liés à la vie en campement afin d'orienter le développement du prototype en fonction des besoins réels des personnes concernées. Le regroupement a également facilité des échanges avec Le Cap Saint-Barnabé, Dans la rue et L'Anonyme afin d'explorer les possibilités de mise en œuvre d'un projet pilote. Enfin, les étudiantes ont animé un kiosque de construction de réchauds lors de la Nuit des sans-abri 2025, permettant à des personnes ayant un savoir expérientiel de participer directement à l'expérimentation et à l'amélioration de l'outil proposé.

### **Participation à l'action *Solidarité avec les campeurs*, organisée par le Comité BAILS**

Face au démantèlement de plusieurs tentes au parc Lalancette, le Comité BAILS a lancé un appel à la solidarité afin de documenter les pratiques de la Ville et de soutenir les campeur·euses évincé·es. Le RAPSIM a répondu à cet appel, témoignant ainsi de son soutien aux personnes vivant en campement.



Crédit photo: Rapsim

### **Ligue des droits et libertés (LDL)**

Le RAPSIM a collaboré avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de la Ligue des droits et libertés dans le cadre du démarrage d'un projet de foire aux questions sur la cohabitation sociale et les droits humains. Destiné principalement aux élu·es municipaux, mais également accessible au grand public et aux médias, cet outil vise à favoriser une meilleure compréhension des enjeux de cohabitation sociale à la lumière des droits humains. Le RAPSIM y contribue à titre d'expert-conseil, notamment en ce qui concerne les réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance et les enjeux liés aux campements.

### **Autres actions du RAPSIM en matière de Droit de cité/Droit à la citoyenneté**

#### **Action de la Coalition Main Rouge Bannières contre le saccage du filet social et les attaques au bien commun**

Le 18 novembre 2025, le RAPSIM a participé à l'action de la Coalition Main Rouge *Bannières contre le saccage du filet social et les attaques au bien commun*. Dans le cadre de cette mobilisation, une bannière a été déployée sur la façade de l'organisme CACTUS Montréal afin de mettre en lumière l'apport essentiel du mouvement communautaire en itinérance dans le développement de ressources adaptées aux besoins des personnes concernées et des communautés montréalaises.



Crédit photo: Rapsim

Cette action a également permis de rappeler l'importance de préserver et de renforcer le financement des services publics et des organismes communautaires dans un contexte marqué par l'augmentation des besoins sociaux. La publication Facebook diffusée par le RAPSIM à cette occasion a connu une excellente visibilité, récoltant à elle seule 1 168 mentions J'aime.

### Foire populaire pour le droit à la mobilité organisée par la TROVEP de Montréal.

À cette occasion, le RAPSIM a présenté et distribué un zine intitulé *Quiz Métro et itinérance!*, un outil de sensibilisation visant à mieux faire connaître les réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance dans le réseau de transport collectif.

Cette activité a permis d'échanger avec les participant·es sur les mesures de répression, de surveillance et d'expulsion mises en place dans le métro de Montréal ainsi que sur leurs impacts sur les personnes les plus marginalisées. En favorisant la discussion et la réflexion critique, le RAPSIM a contribué à sensibiliser le public aux enjeux d'accessibilité, de droit à la mobilité et de droit de cité des personnes en situation d'itinérance.

### Participation à l'épisode La ville pour tous du Balado le 3e lieu.

Dans une perspective de partage de connaissance, le RAPSIM a participé à l'enregistrement de l'épisode *La ville pour tous du Balado le 3e lieu* dans lequel le thème de l'itinérance et de l'accès à la ville a été abordé.

### *L'Expérience Sociale des Toilettes Publiques dans Ville-Marie: Enjeux, Affects et Stratégies d'inclusion des personnes marginalisées, 2024-2027*

Le projet de recherche lancé par la professeure Maria Nengeh Mensah pour documenter l'expérience des toilettes publiques par les personnes marginalisées dans l'arrondissement Ville-Marie suit son cours. En raison de capacité organisationnelle, le RAPSIM n'a pu participer aux rencontres du comité aviseur cette année.

## **DROIT AU LOGEMENT**

En 2025-2026, le dossier du logement a continué d'occuper une place centrale dans les actions du RAPSIM. Dans un contexte où la crise du logement s'aggrave et où les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir rencontrent des obstacles grandissants pour accéder à un logement stable et réellement abordable, le regroupement a maintenu une implication soutenue sur cet enjeu.

En plus de participer à plusieurs instances de concertation et de gouvernance, le RAPSIM anime deux espaces de travail internes consacrés aux enjeux du logement. Ces lieux d'échange permettent aux membres de partager leurs préoccupations, de mettre en commun leurs expériences et d'identifier des stratégies pour répondre aux défis rencontrés dans leur pratique.

L'année a également été marquée par des inquiétudes grandissantes quant à l'avenir du logement social et communautaire. Plusieurs transformations aux programmes et mécanismes de financement traditionnellement dédiés au développement de logements sociaux soulèvent des préoccupations importantes pour le milieu communautaire. Face à ces reculs, le RAPSIM a poursuivi ses efforts de représentation et de mobilisation afin de défendre le droit au logement et de promouvoir des solutions adaptées aux réalités des personnes en situation d'itinérance.

À travers ses interventions auprès des instances municipales, provinciales et communautaires, ainsi que sa participation à diverses tribunes et espaces de réflexion, le RAPSIM a continué de faire entendre la voix de ses membres et de porter les enjeux spécifiques à l'intersection du logement et de l'itinérance. Plus que jamais, le regroupement demeure convaincu que l'accès à un logement adéquat, abordable et accompagné de mesures de soutien constitue un élément essentiel de toute stratégie durable de lutte à l'itinérance.

### **Comité Droit au logement du RAPSIM**

28 groupes membres participants  
provenant de 7 quartiers de Montréal  
- 4 rencontres du comité

Le comité Droit au logement du RAPSIM rassemble les organismes membres qui développent ou opèrent des logements sociaux et communautaires, ainsi que ceux qui défendent le droit au logement. Il constitue un espace pour partager les réalités vécues par les organismes, les défis auxquels ils sont confrontés et les transformations qui touchent le secteur de l'habitation.

Dans un contexte où les programmes, les mécanismes de financement et les orientations gouvernementales évoluent rapidement, le comité permet aux membres de mieux comprendre les changements en cours, de partager de l'information stratégique et d'identifier les impacts de ces transformations sur les personnes en situation d'itinérance. Les échanges favorisent également le partage de pratiques,

le développement d'analyses communes et l'émergence de revendications adaptées aux réalités du milieu.

Le comité poursuit plusieurs objectifs : collectiviser les enjeux rencontrés par les organismes, favoriser la circulation de l'information, renforcer les solidarités entre les membres et soutenir l'élaboration de revendications et d'actions collectives en matière de logement et d'itinérance.

Au cours de l'année, les discussions ont notamment porté sur le soutien communautaire en logement social et communautaire (SCLSC), le projet de loi 20 en habitation, les banques de loyer, l'implication des promoteurs privés dans le développement de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance, le Programme de supplément au loyer Québec (PSL-Q), les nouvelles orientations gouvernementales favorisant le développement par des développeurs qualifiés, les enjeux liés au post-hébergement ainsi que l'initiative fédérale Maisons Canada.

### **Groupe de discussion entre intervenant·es en hébergement et logement**

5 rencontres du comité, 53 présences,  
26 participant·es différent·es provenant de  
14 organismes membres

Le groupe de discussion en logement constitue un espace d'échange destiné aux intervenant·es œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Les participant·es y déterminent les thèmes à aborder en début d'année, tandis que le RAPSIM assure l'organisation et l'animation des rencontres. Selon les sujets retenus, des personnes invitées sont conviées afin d'enrichir les échanges par

leur expertise ou leur expérience. Le groupe favorise également le partage continu d'informations, d'outils et de ressources grâce à un dossier partagé et à un groupe Facebook réservé aux participant·es.

Au-delà des rencontres formelles, le groupe contribue à briser l'isolement des intervenant·es et à renforcer les liens entre les organismes. Dans cet esprit, un 5 à 7 informel a également été organisé en janvier afin de favoriser le réseautage et les échanges entre les participant·es.

Au cours de l'année, les discussions ont porté sur plusieurs enjeux liés à l'intervention et au logement, notamment le maintien en logement des personnes qui consomment, avec la participation d'un représentant de L'Anonyme, la place des personnes première concernées dans les mécanismes démocratiques des organismes en itinérance, avec une représentante de la Maison Marguerite, les programmes et subventions en logement social destinés aux personnes en situation d'itinérance, avec des représentants d'Atelier Habitation Montréal, ainsi que les défis liés aux fins de séjour et au post-hébergement avec une représentante du Projet Lotus.

## **FRAPRU**

La défense du droit au logement repose sur des solidarités fortes entre les différents acteurs du mouvement social. À titre de membre du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le RAPSIM participe activement aux espaces de concertation, de mobilisation et de revendication visant à faire progresser

le droit au logement et le développement du logement social et communautaire. Dans un contexte où la crise du logement continue de s'aggraver et où plusieurs programmes sont remis en question, il demeure essentiel de parler d'une seule voix auprès des différents paliers gouvernementaux afin de défendre ce droit fondamental.

Au cours de l'année, le RAPSIM a pris part au congrès du FRAPRU tenu à Sherbrooke du 6 au 8 juin 2025 ainsi qu'aux assemblées générales de novembre 2025, janvier 2026 et mars 2026. Le regroupement a également participé à l'assemblée publique marquant le lancement de la campagne Retour vers le social, le 15 janvier 2026, ainsi qu'à une manif-action organisée à L'Île-des-Sœurs le 4 octobre 2026 pour réclamer davantage de logements sociaux. À cette occasion, 27 représentant·es d'organismes membres du RAPSIM se sont mobilisé·es.



Credit photo: Rapsim

Le RAPSIM a aussi participé à quatre rencontres réunissant les groupes membres du FRAPRU à Montréal afin de coordonner différentes actions municipales et de partager les réalités vécues dans les différents secteurs de la ville. Une rencontre de travail avec une personne de la permanence du FRAPRU a également permis d'approfondir certains dossiers d'intérêt commun.

Le RAPSIM a poursuivi sa collaboration avec le FRAPRU et le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) autour des enjeux liés aux maisons



## **CQPI : Comité pour un cadre juridique de prévention de l'itinérance : perspective du droit au logement**

En juillet 2024, le RAPSIM a rejoint le comité chargé de la co-construction d'un cadre juridique pour la prévention de l'itinérance, un projet piloté par le Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI). Ce comité intersectoriel de portée provinciale rassemble des chercheur·euses, des organismes communautaires, des juristes ainsi que certaines institutions, dont la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ).

L'objectif de cette démarche est de proposer un cadre juridique fondé sur une approche basée sur les droits humains, permettant la mise en œuvre effective du droit au logement ainsi que l'instauration de mécanismes de responsabilisation de l'État, notamment par l'introduction de recours opposables. Ce travail à portée juridique et législative vise à soutenir les représentations politiques et les activités de plaidoyer en vue des prochaines élections provinciales.

Compte tenu des ressources disponibles, le cadre juridique portera principalement sur le droit au logement. Toutefois, les membres du comité ont convenu d'inscrire cette réflexion dans une compréhension globale de l'itinérance, fondée sur l'interdépendance des droits et leur rôle dans la prévention de l'itinérance.

Le RAPSIM a participé activement aux travaux du comité et s'est particulièrement impliqué dans le sous-comité sur la prévention des évictions, qui s'est réuni à dix reprises au cours de l'année. L'organisme a également pris part au colloque du CQPI consacré à ces enjeux.

de chambres. Cette réflexion vise à mieux comprendre les intersections entre les revendications des différents regroupements et à développer des stratégies communes pour protéger ce parc de logements essentiel à la prévention de l'itinérance.

Dans ce contexte, le RAPSIM a coorganisé, le 24 mars 2026, un après-midi d'échanges sur la protection des chambreurs et chambreuses ainsi que sur la socialisation des maisons de chambres. Cette activité a réuni 18 groupes provenant de différents secteurs afin de discuter de l'état de la situation montréalaise, des difficultés rencontrées par les organismes et des pistes d'action pour préserver et développer ce type d'habitation. Cette rencontre a permis de renforcer les liens entre les acteurs concernés, de partager les connaissances et de poursuivre une réflexion collective sur l'avenir des maisons de chambres à Montréal.

## **Autres actions du RAPSIM en matière de Droit au logement**

- Rédaction et dépôt d'un Avis dans le cadre des consultations sur le PL-20, Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation.
- Participation au comité aviseur du projet de recherche *La facture collective de la crise du logement au Québec*, visant à documenter les impacts sociaux et économiques de la crise du logement au Québec (2 rencontres).
- Participation au comité consultatif chargé de l'élaboration d'un cadre de référence visant à baliser l'offre de services dispensés par des partenaires au sein des milieux de logement (4 rencontres).
- Deux rencontres avec Nancy Brooks, cheffe du Service de l'intégration à la Direction du soutien opérationnel des programmes de la Société d'habitation du Québec (SHQ), sur le programme PSLQ.
- Participation au comité itinérance de la Pointe-de-l'Île portant sur le développement de ressources destinées aux personnes en situation d'itinérance (2 rencontres).

- Participation au lancement du rapport *La situation locative des femmes et des personnes de la diversité de genre dans le Centre-Sud*, réalisé par le Comité d'action féministe du Centre-Sud, le 7 octobre 2025.
- Participation à un projet de recherche sur l'habitat par et pour les personnes en situation d'itinérance et de handicap. Cette démarche vise à explorer les enjeux d'accessibilité à l'intersection de l'aménagement, du design, de l'itinérance et du handicap.

## **DROIT À LA SANTÉ**

Au cours de l'année, le RAPSIM a poursuivi ses actions de plaidoyer afin de promouvoir une approche globale de la santé et de rappeler l'importance d'agir sur les déterminants sociaux de la santé, notamment le logement, le revenu, l'accès aux soins et les conditions de vie, dans la prévention et la réduction de l'itinérance. Le regroupement a également contribué à différents projets de recherche et de recherche-action afin d'enrichir les connaissances sur l'itinérance et de mieux documenter les inégalités sociales et les inégalités de santé vécues par les personnes concernées.

L'année 2025-2026 a été marquée par un investissement particulier dans la réflexion collective et le développement de positions autour de quatre enjeux majeurs : l'accès aux soins, la santé mentale, la réduction des méfaits et le vieillissement des personnes en situation d'itinérance. À travers sa participation à diverses consultations, instances de concertation, démarches de recherche et activités de représentation, le RAPSIM a porté une vision fondée sur les droits, la dignité des personnes et la nécessité de développer des réponses adaptées à la diversité des réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance.

Ces travaux ont permis de nourrir les analyses et les revendications du regroupement tout en renforçant sa contribution aux débats publics et aux réflexions entourant l'évolution des politiques, des pratiques et des services destinés aux personnes en situation d'itinérance.

### **Accès aux soins (Projet de recherche du comité Droit à la santé du RAPSIM)**

Cette année, le RAPSIM a entrepris un projet de recherche visant à documenter les enjeux d'accès aux soins vécus par les personnes en situation d'itinérance. Soutenu par un financement de l'Université de Montréal, ce projet a notamment permis la mise sur pied d'un comité aviseur chargé d'accompagner les travaux et de s'assurer qu'ils demeurent ancrés dans les réalités vécues par les personnes concernées et les organismes qui les accompagnent. Des groupes de discussion réunissant des personnes concernées et des organismes communautaires seront réalisés au cours de la prochaine année afin d'approfondir la compréhension des obstacles rencontrés dans l'accès aux soins.

Par cette démarche, le RAPSIM souhaite poursuivre son travail de documentation des inégalités sociales et des atteintes au droit à la santé vécues par les personnes en situation d'itinérance. Le projet vise également à alimenter les réflexions collectives et à contribuer à faire reconnaître l'accès aux soins comme un enjeu central de la lutte à l'itinérance, au même titre que l'accès au logement.

### **Vieillesse et itinérance**

Au cours des dernières années, le RAPSIM s'est investi dans le dossier du vieillissement afin de mieux comprendre les réalités vécues par les personnes vieillissantes en situation d'itinérance et de soutenir l'adaptation des pratiques du milieu communautaire face à cet enjeu grandissant. Alors que les membres constatent une augmentation des besoins liés au vieillissement des personnes fréquentant les ressources et expriment le besoin d'être davantage outillés pour les accompagner, le RAPSIM a poursuivi sa collaboration avec une équipe de recherche de l'Université du Québec à Montréal dans le cadre d'un projet visant à développer des outils mieux adaptés aux besoins observés par les organismes.

Cette année, les travaux se sont poursuivis grâce à la mise en place d'un comité aviseur chargé d'accompagner le projet et à la tenue de quatre groupes de discussion réunissant des intervenant·es et des pair-aidant·es. Ces échanges ont permis de mettre en commun, de valoriser et de collectiviser des pratiques, des stratégies et des interventions souvent développées de manière informelle au sein des organismes afin de mieux répondre aux enjeux liés au vieillissement en contexte d'itinérance.

L'ensemble de ces travaux contribuera à la co-construction d'un outil destiné aux milieux communautaires, dont la diffusion est prévue à l'automne 2026.

## SANTÉ MENTALE



Crédit photo: Rapsim

Cette année, le RAPSIM s'est particulièrement investi dans le dossier de la santé mentale en accordant une attention soutenue à la réforme de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (Loi P-38). Interpellé par plusieurs partenaires du milieu de la santé mentale et préoccupé par les répercussions potentielles de cette réforme sur les personnes en situation d'itinérance ainsi que sur les pratiques des organismes communautaires, le regroupement a organisé, le 12 mars 2026, une journée de réflexion en collaboration avec Action Autonomie et Médecins du Monde. Cette rencontre a réuni les membres et divers acteurs du milieu afin d'examiner les effets possibles de l'élargissement des pouvoirs d'intervention prévus par la réforme et de réfléchir collectivement à ses impacts sur le respect des droits et l'autodétermination des personnes concernées.

Les échanges ont notamment permis de documenter les préoccupations liées aux risques accrus de judiciarisation, de profilage et de recours à des

interventions coercitives auprès des personnes en situation de marginalité dans l'espace public. Un rapport de cette journée de réflexion a été produit et servira de base à la rédaction d'un mémoire que le RAPSIM prévoit déposer dans le cadre des consultations parlementaires entourant la réforme. À travers cette démarche, le regroupement souhaite contribuer à un débat public qui reconnaît les droits des personnes concernées et privilégie des réponses fondées sur l'accompagnement, la prévention et l'accès à des services adaptés plutôt que sur le recours accru aux mesures coercitives.

### La réduction des méfaits

Cette année, le RAPSIM s'est impliqué activement dans la mobilisation entourant le projet de loi n° 103 sur les services de consommation supervisée (SCS) en joignant la Coalition pour les services de consommation supervisée au Québec et en participant aux différentes démarches de concertation, de plaidoyer et de sensibilisation menées avec les partenaires du milieu communautaire. Le RAPSIM, en collaboration avec le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et la Table des organismes montréalais de lutte contre le sida (TOMS), a déposé un mémoire, participé aux auditions publiques et contribué aux travaux de la Coalition SCS sur le cahier d'amendements au projet de loi.



Crédit photo: Rapsim

Préoccupé par les impacts potentiels de cette réforme sur l'accessibilité, le développement et les conditions d'opération des services de consommation supervisée, le RAPSIM a porté les préoccupations des organismes en itinérance quant aux effets que pourrait avoir un encadrement plus restrictif sur les personnes les plus marginalisées. À travers cette mobilisation, le regroupement a rappelé l'importance des SCS comme outil essentiel de réduction des méfaits, de prévention des surdoses et de création de liens avec des personnes souvent éloignées des services traditionnels.

Le RAPSIM poursuivra son travail de veille, de documentation et de représentation afin de suivre les effets concrets de cette réforme sur les organismes, les services de consommation supervisée et les personnes qui y ont recours.

### **Autres actions du RAPSIM en matière de Droit à la santé**

- Participation à un projet de recherche partenariale sur la mortalité en contexte d'itinérance. Ce projet vise à mieux comprendre les causes, les trajectoires et les facteurs structurels associés aux décès des personnes en situation d'itinérance afin de prévenir les décès évitables. Il cherche également à humaniser les données en mettant en lumière les parcours de vie derrière les statistiques.

- Participation à l'organisation d'un Salon des partenaires communautaires en dépendance à Montréal. Cet événement, qui réunira des intervenant·es du réseau public et du milieu communautaire, vise à améliorer la connaissance mutuelle des services offerts et à renforcer le réseautage entre les différents acteurs du secteur. Il prendra la forme d'une demi-journée comprenant des kiosques et des activités interactives.
- Participation aux consultations du Commissaire à la santé et au bien-être sur le vieillissement des personnes en situation d'itinérance.
- Participation à un projet de recherche intitulé *Étudier le rôle de coordination de l'action gouvernementale en matière d'itinérance pour renforcer sa cohérence : évaluation réaliste et co-construction de politiques*. Ce projet intersectoriel est porté par le Pôle de santé publique de l'École de santé publique de l'Université de Montréal.
- Participation à une démarche de coconstruction visant à identifier les ajustements nécessaires à la formation Déficience intellectuelle et itinérance afin de mieux répondre aux besoins observés dans les milieux communautaires.
- Participation au projet de recherche *Parcours d'apprentissage en contexte d'itinérance chez les femmes (PACIF)*. Cette démarche vise à documenter et à valoriser les compétences, savoirs et stratégies développés par des femmes en situation d'itinérance à travers leurs parcours de vie et leurs expériences de navigation dans les trajectoires de soins.

## **DROIT AU REVENU/PAUVRETÉ ET INSERTION**

Cette année, le RAPSIM a porté une attention particulière à l'accessibilité des services publics pour les personnes en situation d'itinérance, plus spécifiquement aux services offerts par Services Québec. À l'automne, plusieurs rencontres ont été tenues avec les directions de différents bureaux de Services Québec de Montréal à la suite d'une proposition visant la mise en place d'un projet de casiers postaux en partenariat avec des organismes communautaires en itinérance.

Au fil des échanges, le RAPSIM et ses membres ont constaté que cette initiative répondait davantage à certaines préoccupations administratives des bureaux de Services Québec qu'aux besoins réels des personnes concernées. Les discussions ont notamment mis en lumière des enjeux de salubrité, de sécurité et de gestion des prestations, tout en soulevant des questions plus larges liées à l'accessibilité des services publics pour les personnes en situation d'itinérance. Pour le RAPSIM, l'accès aux prestations et aux services gouvernementaux constitue un droit fondamental qui ne doit pas être conditionnel à la capacité d'une personne à disposer d'une adresse postale stable ou à surmonter seule des démarches administratives complexes.

L'annonce de la fermeture de plusieurs bureaux de Services Québec à Montréal a accentué les préoccupations du milieu et conduit à la création d'un comité d'urgence

réunissant des organismes membres du RAPSIM et des partenaires alliés. Les échanges ont permis de documenter de nombreux obstacles rencontrés par les personnes accompagnées : perte de documents, lourdeur administrative, difficulté d'obtenir un accompagnement en personne, disparition d'intervenantes attirées, fermeture ou éloignement des points de services, fracture numérique et délais importants dans le traitement de certaines demandes.

Le comité Droit au revenu du RAPSIM s'est réuni à cinq reprises et a mobilisé dix organismes membres ainsi que deux organismes alliés. Parmi les actions réalisées, notons la publication d'une lettre ouverte dans *Le Devoir* intitulée *Des services publics pour tous... sauf les personnes en situation d'itinérance?*, l'envoi d'une lettre aux ministres responsables, deux rencontres avec la direction des bureaux de Services Québec de Montréal, une rencontre avec le Syndicat de la fonction publique du Québec, une présentation des enjeux lors d'une rencontre avec le ministère du Travail et de la Solidarité sociale et la CASC, la documentation des délais liés aux premières demandes d'aide sociale ainsi qu'une participation aux consultations entourant le projet de BSQ mobile dans l'Est de Montréal.

### **Collectif pour un Québec sans pauvreté**

Le RAPSIM poursuit son implication au sein du Collectif pour un Québec sans pauvreté à titre d'antenne régionale montréalaise. Cette participation permet au regroupement de demeurer informé des analyses, campagnes et revendications portées à l'échelle nationale tout en renforçant les liens avec les organismes montréalais engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Au cours de l'année, le RAPSIM a participé à quatre assemblées générales du Collectif, tenues les 15 mai 2025, 24 septembre 2025, 26 novembre 2025 et 11 février 2026. Le 24 septembre 2025, le regroupement a également pris la parole lors de la manifestation marquant le lancement de



la campagne *Le discours doit changer, parlons de pauvreté ! et du Manifeste pour un Québec sans pauvreté*, contribuant à rappeler les liens étroits entre *pauvreté*, exclusion sociale et itinérance.

Le RAPSIM a aussi coorganisé, avec la *CDC Côte-des-Neiges et le Collectif pour un Québec sans pauvreté*, la tournée montréalaise *Le discours doit changer, parlons de pauvreté ! – Journée de réflexion et d'action pour un Québec sans pauvreté*, tenu le 19 mars 2026. Cette activité a réuni une cinquantaine de participant-es, dont plusieurs membres du RAPSIM, autour d'échanges portant sur les causes structurelles de la pauvreté, les stratégies de mobilisation et les actions nécessaires pour bâtir un Québec plus juste et inclusif.

## CASC (Coalition pour l'accès aux services des CLÉS)

Le RAPSIM participe à la CASC (Coalition pour l'accès aux services des CLÉS), une instance nationale réunissant des organismes communautaires engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers le Québec. Cette participation permet au regroupement de contribuer aux réflexions collectives sur les enjeux liés au revenu, à l'aide sociale et à l'accès aux services publics, tout en faisant valoir les réalités particulières vécues à Montréal en matière d'itinérance.

Au cours de l'année, le RAPSIM a pris part à quatre rencontres de la CASC ainsi qu'à deux rencontres entre la concertation et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces espaces d'échange ont permis de porter les préoccupations des organismes membres et de sensibiliser les décideurs aux conséquences des politiques de revenu sur les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

### Autres actions du RAPSIM en matière de Droit au Revenu/Pauvreté

- Préparation d'un document de questions et de réflexions transmis à Québec solidaire dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires.
- Participation à l'événement *Revoir la pauvreté au Québec: bilan de recherche et pistes d'action*, organisé par la Chaire de recherche du Canada en éducation aux médias et droits humains, le 9 septembre 2025.
- Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet étudiant du Cégep Édouard-Montpetit portant sur les inégalités sociales.
- Participation à la consultation nationale sur la pauvreté organisée par le Conseil consultatif national sur la pauvreté et l'exclusion sociale, le 20 novembre 2025.

- Participation à un webinaire de l'IRIS portant sur la Mesure du panier de consommation (MPC) et les enjeux liés à la pauvreté au Québec.
- Entrevue réalisée dans le cadre du projet de recherche de Colin Renaud (UQAM) portant sur l'accessibilité des services d'aide sociale pour les communauté personnes en situation d'itinérance.

## ITINÉRANCE JEUNESSE

### **Communauté de pratique destinée aux coordonnateur·trices et aux directions des organismes jeunesse**

Cette nouvelle initiative du RAPSIM a été mise en place afin de répondre à un besoin exprimé par plusieurs membres : disposer d'un espace dédié à la réflexion collective sur les pratiques d'intervention auprès des jeunes, au partage des réalités vécues dans les différents milieux et à l'élaboration de pistes d'action communes face aux enjeux touchant les jeunes en situation de précarité ou d'itinérance. Animée par Jean-François St-Onge, cette communauté de pratique aborde des thèmes déterminés conjointement par les participant·es. Les discussions de cette année ont notamment porté sur les enjeux de confidentialité, la réduction des méfaits et les pratiques d'accueil des jeunes. Afin de favoriser la participation et le développement de liens entre les organismes, les rencontres se tiennent en alternance dans les différents milieux. Depuis le lancement de l'initiative, deux rencontres ont réuni une vingtaine de participant·es.

## Coalition Jeunes +

Le RAPSIM est impliqué au sein du comité de pilotage de la Coalition Jeunes+, qui réunit des jeunes ayant un savoir expérientiel, des chercheur·euses, des regroupements ainsi que des organismes communautaires jeunesse. Ce comité a pour mandat de définir les priorités de la Coalition et de veiller à la mise en œuvre de ses orientations et de son plan d'action. À travers cette implication, le RAPSIM contribue à soutenir le développement de la Coalition tout en mettant à profit son expertise des réalités montréalaises et des enjeux liés à la prévention de l'itinérance jeunesse.



*Crédit photo: Rapsim*

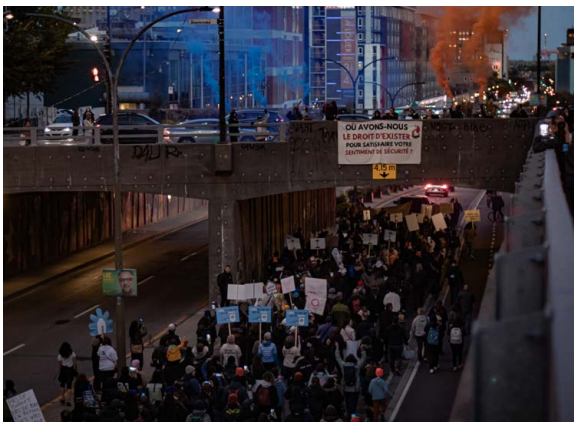
Le RAPSIM participe également aux travaux entourant la rédaction du Livre blanc de la Coalition Jeunes+, une démarche de coconstruction réunissant des jeunes, des chercheur·euses et des organismes communautaires afin de formuler des recommandations destinées à influencer les politiques publiques en matière de prévention de l'itinérance jeunesse.

Au cours de l'année, nous avons participé à quatre rencontres du comité de pilotage ainsi qu'à deux rencontres du comité de travail sur le Livre blanc.

# CONCERTATION

## 36e édition de La Nuit des sans-abri de Montréal

La 36e édition de la Nuit des sans-abri de Montréal s'est tenue le 17 octobre 2025 et a une fois de plus démontré la force de la mobilisation citoyenne et communautaire autour des enjeux liés à l'itinérance. Au total, 32 personnes issues de 21 organismes communautaires ont participé activement à l'organisation de l'événement, en plus de la contribution de nombreux partenaires, bénévoles et personnes engagées. Cette édition a rassemblé plusieurs centaines de personnes dans une ambiance à la fois festive, solidaire et revendicatrice.



Crédit photo: RS/Q

L'organisation de l'événement reposait sur trois comités de travail. Le comité de coordination, composé de cinq personnes, a tenu dix rencontres afin d'assurer la planification générale, la coordination des bénévoles, les communications et les liens avec le comité national de la Nuit des sans-abri. Le comité marche, formé de neuf personnes, a organisé la marche de solidarité qui a réuni près de 600 participant·es entre le métro Mont-Royal et la place Émilie-Gamelin. Le comité programmation, regroupant seize personnes, a quant à lui assuré l'organisation des activités de sensibilisation et d'animation sur le site principal.

La soirée a permis de rejoindre un large public grâce à une programmation diversifiée comprenant 22 kiosques d'information, 7 livres humains, 6 activités de sensibilisation sous la grande tente, la distribution de 650 hot-dogs, 500 soupes et 750 cafés ainsi que la remise de vêtements à plus de 180 personnes. La présence de 8 sentinelles et de 16 bénévoles a également contribué au bon déroulement de l'événement.

Cette édition témoigne une fois de plus de la capacité du milieu communautaire à se mobiliser collectivement afin de sensibiliser la population, de dénoncer les injustices vécues par les personnes en situation d'itinérance et de promouvoir leur dignité et leurs droits.

## Collectif autonome des regroupements indépendants en santé et services de Montréal (CARISSM)

Réunissant le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), le Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS), le Regroupement des organismes en déficience physique de l'île de Montréal (DéPhy Montréal), le Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (CRADI), la Coalition pour le maintien dans la

communauté (COMACO), le Réseau alternatif et communautaire des organismes (RACOR) en santé mentale, la Table des organismes montréalais de lutte contre le sida (TOMS) ainsi que le RAPSIM, le CARISSEM assure une vigie sur les processus de répartition des fonds sectoriels par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et agit à titre de protecteur de l'Action communautaire autonome (ACA).

Ce comité constitue également un espace stratégique d'échange intersectoriel, permettant de mettre en commun les enjeux sectoriels, de favoriser la solidarité entre regroupements et de soutenir une entraide mutuelle dans nos luttes respectives.

Le RAPSIM a participé à trois rencontres du CARISSEM au cours de l'année. Il a également contribué à l'organisation et à la tenue du webinaire «Digère le budget avec les regroupements communautaires montréalais» (2 avril 2025) ainsi qu'au midi-causerie «Des nouvelles du PSOC à Montréal » (22 avril 2025).

### **Table de concertation des organismes jeunesse/itinérance (TCJI)**

À titre d'invité, le RAPSIM a participé à deux rencontres de la Table de concertation jeunesse en itinérance (TCJI), une instance réunissant des organismes jeunesse œuvrant principalement dans les secteurs du centre-ville et du Plateau-Mont-Royal. Cette participation permet au regroupement de demeurer à l'affût des réalités vécues par les jeunes en situation d'itinérance ainsi que des enjeux rencontrés par les organismes qui les accompagnent au quotidien.

Ces rencontres constituent également une occasion de contribuer aux réflexions collectives en apportant une analyse régionale et des informations sur différents enjeux transversaux touchant les jeunes, notamment l'accès au revenu, les réalités migratoires, la judiciarisation et l'accès aux services. Elles favorisent ainsi le partage de connaissances et le développement d'une compréhension commune des défis auxquels sont confrontés les jeunes en situation de précarité.

### **RIPAJ**

Le Réseau d'intervention de proximité auprès des jeunes (RIPAJ) est un réseau intersectoriel regroupant des organismes qui œuvrent, avec les personnes premières concernées, à favoriser l'accès aux soins en santé mentale pour les jeunes de 12 à 30 ans en situation de précarité à Montréal. Le RAPSIM y participe ponctuellement afin de demeurer à l'écoute des préoccupations, des constats et des enjeux soulevés par le milieu communautaire, ainsi que des réalités touchant les jeunes en situation de vulnérabilité.

Au cours de l'année, nous avons participé à deux rencontres du RIPAJ et avons été présents à leur événement "J'EXISTE !!" du 22 août.

### **FRACA**

Nous sommes membres du Front régional d'action communautaire autonome (FRACA) afin de contribuer à la défense et à la promotion de l'action communautaire autonome, à l'amélioration du financement des organismes communautaires ainsi qu'au renforcement du filet social. Par notre participation aux travaux du FRACA, nous portons la voix de nos membres sur ces enjeux et participons aux espaces de concertation régionale visant à faire émerger des revendications communes, structurantes et porteuses pour le milieu communautaire montréalais.

Crédit photo: Rapsim



Dans le cadre des élections municipales de 2025, le FRACA a organisé, le 23 octobre 2025, un échange électoral portant sur les grands enjeux sociaux municipaux. Les membres des différents regroupements composant le FRACA ont ainsi pu interpeller les représentants des trois partis présents : Transition Montréal, Projet Montréal et Ensemble Montréal. Les discussions ont notamment porté sur les enjeux touchant le milieu communautaire, le droit au logement, la mobilité, l'égalité, le droit à la ville, la participation démocratique ainsi que le droit à un environnement sain. Plus de 100 personnes ont pris part à cet événement qui s'est tenu en ligne et en présentiel. Par ailleurs, le FRACA a également publié une plateforme électorale municipale regroupant les principales revendications portées par ses membres.

En amont de l'échange électoral, le FRACA a créé une plateforme de revendications qu'il a mise en ligne sur son site internet. À partir de cette plateforme, un atelier d'appropriation a été réalisé le 11 septembre. Une dizaine de personnes ont assisté à cet atelier.



Crédit photo: Rapsim

Le 29 novembre 2025, le FRACA a participé au contingent communautaire de la manifestation intersyndicale. Nous étions des milliers dans la rue et heureux de voir les membres du RAPSIM marcher à nos côtés.

Le FRACA a organisé, en collaboration avec la Coalition Main rouge, la Journée mondiale de la justice sociale, le 20 février 2026. Des membres de groupes sociaux, communautaires et syndicaux, ainsi que des citoyen·nes allié·es, se sont mobilisés partout au Québec pour dénoncer un même problème : le sous-financement chronique des services publics, des programmes sociaux et de l'action communautaire autonome. Nous avons perturbé les activités du Centre Eaton en scandant des slogans rassembleurs afin de faire entendre l'urgence d'agir. Dans les quartiers comme dans les milieux de travail, le manque de financement a des conséquences bien concrètes pour nos communautés : services réduits, listes d'attente qui s'allongent, équipes à bout de



Crédit photo: Rapsim

souffle et droits fragilisés. Plus de 300 personnes, dont plusieurs membres du RAPSIM, étaient présentes pour rappeler que la justice sociale est une question de volonté politique et de choix de société.

Le comité de coordination du FRACA s'est rencontré à 13 reprises, en plus des rencontres d'organisation liées au débat électoral et aux autres actions du FRACA.

### **Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI)**

Le Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI) rassemble des représentant·es des milieux académique, communautaire et gouvernemental afin de promouvoir des politiques publiques et des réformes favorisant la prévention de l'itinérance au Québec. Reconnu pour son expertise en la matière, le RAPSIM a poursuivi son implication au sein de plusieurs comités et groupes de travail du CQPI afin de porter la réalité montréalaise et la perspective des organismes communautaires en itinérance.

Au cours de l'année, le RAPSIM a participé à la conférence du CQPI *L'itinérance, le logement et la loi*. En plus d'y assister à titre de participant, le regroupement y a présenté les travaux du sous-comité sur la prévention des évictions et animé un atelier de coconstruction. Le RAPSIM a également poursuivi sa participation aux travaux visant l'élaboration d'un cadre juridique de prévention de l'itinérance fondé sur le droit au logement (voir la section « Droit au logement » pour plus de détails).

Le regroupement a aussi pris part aux travaux du groupe portant sur les réalités des personnes migrantes en situation d'itinérance. À la suite d'une réorganisation interne de l'Institut SHERPA, ce chantier a été réorienté vers le projet de recherche *Invisible Journeys: Documenting the Spatial and Housing Trajectories of Homeless Migrants in Montreal*. Deux rencontres ont permis d'assurer la transition des travaux et de présenter cette nouvelle démarche de recherche.

Le RAPSIM a également participé pendant une partie de l'année au groupe de travail sur la prévention de l'itinérance auprès des communautés bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queer et autres personnes de genres et de sexualités diverses au Québec. Cette démarche a pris fin en cours d'année.

Enfin, le regroupement a participé activement au groupe de travail sur l'élaboration d'une définition québécoise de la prévention de l'itinérance. Ce chantier, qui s'est réuni à neuf reprises en plus de trois rencontres de suivi, vise à combler l'absence d'une définition commune de la prévention de l'itinérance au Québec. Les travaux s'appuient sur une approche fondée sur les droits humains, la reconnaissance des facteurs structurels de l'itinérance et une compréhension globale du phénomène.

### **Personnes migrantes à statut précaire**

Cette année a été marquée par des réformes migratoires majeures qui restreignent l'accès aux services essentiels, compliquant grandement la prévention de l'itinérance migrante (exemple : le projet de loi C-12 du fédéral et la Planification pluriannuelle de l'immigration 2026-2029 du Québec). Face à ces reculs, le RAPSIM a poursuivi ses actions afin de faire reconnaître le statut migratoire comme un déterminant structurel de l'itinérance. Les constats partagés par les organismes membres confirment d'ailleurs que les personnes migrantes à statut précaire demeurent surreprésentées dans les ressources

en itinérance, tout particulièrement au sein des ressources destinées aux femmes et aux jeunes.

Partenaire de nos plaidoyers, le Regroupement des organismes en hébergement pour personnes migrantes (ROHMI) est officiellement devenu membre du RAPSIM cette année. Cette intégration permet de conjuguer l'approche intersectionnelle portée par le RAPSIM à l'expertise pointue du ROHMI afin d'exiger une meilleure prise en compte des enjeux migratoires dans les politiques publiques liées à l'itinérance. L'implication du RAPSIM au comité plaidoyer du ROHMI nous a notamment permis d'appuyer concrètement les travaux sur le droit au logement concernant les PSL pour les personnes migrantes, ainsi que la plateforme de revendications en vue des prochaines élections provinciales.

Le RAPSIM continue également de se mobiliser pour la défense des droits des personnes migrantes en appuyant plusieurs revendications du milieu de l'immigration. Nous avons notamment pris la parole lors du rassemblement du 21 octobre 2025 pour dénoncer les coupures dans l'aide accordée aux personnes et aux familles demandeuses d'asile.



Crédit photo: Rapsim



# COMMUNICATIONS

## Communications aux membres

Le RAPSIM a poursuivi ses efforts de communication et de diffusion de l'information auprès de ses membres et partenaires tout au long de l'année.

- Envoi de 40 *Babillards des membres*.
- Envoi de 33 *Fils de presse*.
- Envoi de 62 *Réseau-info* aux membres et aux personnes abonnées aux communications du RAPSIM.

Ces outils ont permis de diffuser de l'information sur les enjeux liés à l'itinérance, les activités du réseau, les initiatives des membres ainsi que les dossiers de représentation et de défense collective des droits portés par le RAPSIM.

## Publication et diffusion

Au cours de l'année, le RAPSIM a poursuivi la diffusion de ses publications et outils de sensibilisation auprès de ses membres, partenaires et du grand public.

- Vente ou distribution en ligne de 12 exemplaires de Chroniques des itinérances montréalaises.
- Envoi postal de 12 exemplaires du Répertoires des ressources en hébergement communautaire et en logement social avec soutien à divers partenaires et intervenant·es.
- Distribution de 60 exemplaires du zine *Quiz métro et itinérance!*, un outil de sensibilisation portant sur les expulsions de personnes en situation d'itinérance et l'augmentation des budgets associés à la « sécurité ».

## Campagnes sur les réseaux sociaux

Tout au long de l'année, le RAPSIM a alimenté ses réseaux sociaux afin de diffuser de l'information sur les enjeux liés à l'itinérance, de faire connaître ses prises de position et ses publications, ainsi que de relayer les mobilisations de ses membres et alliés.

Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été réalisées à l'aide de vignettes diffusées sur les réseaux sociaux :

- 15 avril 2025 : « Les élections fédérales arrivent à grand pas, mais... »
- 26 juin 2025 : « Soutenez. Ne punissez pas : Journée d'action mondiale 2025 »
- 30 juin 2025 : « Solidarité avec le campement Notre-Dame »
- 3 juillet 2025 : « On est tanné-e de se faire presser le citron ! »
- 22 juillet 2025 : « Envers et contre tous »
- 25 mars 2026 : « Solidarité avec les groupes communautaires en grève »

Le RAPSIM a également contribué à la visibilité de ses membres en diffusant régulièrement leurs offres d'emploi. Au cours de l'année 2025-2026, 25 publications de la série Nos membres recrutent ! ont été réalisées.

Au 31 mars 2026, les différentes plateformes du RAPSIM rejoignent un public diversifié :

### Facebook

**11 390 ABONNÉ.ES,**  
dont 70 % de femmes

### Instagram

**2 073 ABONNÉ.ES,**  
dont 79 % de femmes

### LinkedIn

**612 ABONNÉ.ES,**  
dont plus du tiers se sont abonnés  
au cours de la dernière année

**Plus de 14 000 personnes suivent  
désormais les activités du RAPSIM sur  
les réseaux sociaux.**

## Présence du RAPSIM dans les médias

- Un réchaud « low-tech » pour des personnes en situation d'itinérance (Vidéo)
- Déshabiller les personnes en demande d'asile pour habiller les personnes en situation d'itinérance : un très mauvais calcul (Communiqué de presse conjoint)
- Montreal Metro Order Represses and Displaces Homeless, Experts Say
- Itinérance: «On a perdu le contrôle», alarme l'Abbé Claude Paradis – Format vidéo
- Itinérant: 42 décès «non réclamés»... juste à Montréal! – Format vidéo
- Avril 2025 : Présence au Téléjournal de 18h avec Patrice Roy (À partir de 19:50)
- Avril 2025 : Présence au Radiojournal de 8h (À partir de 8:08)
- Présence à LCN – 15 avril 2025
- Jour du «dénombrement» des itinérants: «Arrêtons de les compter, puis commençons à les aider»
- New commissioner for unhoused people seen as good fit, but advocates say role still has limitations
- «Je pense qu'on n'a rien vu encore »
- Entrevue à CKUT sur notre plateforme électorale (À partir de 6:00)
- La CAQ a sacrifié les locataires sur l'autel du profit (Chronique)
- Entrevue avec Annie Savage : Nouveau sursis pour le campement Notre-Dame
- Des campements devant des refuges pleins à craquer
- Campements de sans-abris à Montréal : deux visions opposées
- Réaction du RAPSIM sur le retour de l'obligation de circuler dans le métro (communiqué de presse) et revue de presse
- Québec solidaire demande l'ouverture de 500 places d'urgence
- Téléjournal 18h du 12 novembre (à partir de 6min20)
- La mairesse désignée veut plus de pouvoirs en itinérance : Annie Savage du RAPSIM
- 'Solidarity for greater dignity': Montrealers assemble in show of support for those facing homelessness
- Débat sur l'itinérance: Ensemble Montréal promet 100 M\$ pour les centres d'hébergement
- Aucun démantèlement de campements itinérants promet Craig Sauvé
- Groups hope debate promises on homelessness lead to action in Montreal
- Homelessness front and centre for Montreal's mayoral candidates
- Montreal municipal candidates debate solutions to cohabitation, homelessness
- Privatiser la misère : quand s'occuper de l'itinérance devient une business

- Des refuges pour sans-abri craignent de devoir fermer
- Une ressource en itinérance devenue une «coquille vide» financée par les contribuables
- Projet de loi 13 Non aux nouvelles limites au droit de manifester (cosignataire de la lettre ouverte)

### **Lettres ouvertes et communiqués du RAPSIM**

- Réaction du RAPSIM face lors de la collecte de données du Dénombrement 2025: Tout le monde compte-t-il vraiment?, 16 avril 2025
- Communiqué de presse: Réaction du RAPSIM sur le retour de l'obligation de circulation dans le métro, 18 juin 2025
- Pour la Nuit des sans-abri, lettre ouverte publiée dans le Journal de Montréal: 36e édition de la Nuit des sans-abri: plus de solidarité pour plus de dignité, 17 octobre 2025
- Suite au Forum sur les médias et l'itinérance, lettre ouverte publiée dans Pivot : Itinérance dans les médias : donnez-nous du contexte!, 24 février 2026
- Communiqué de presse: Itinérance à Montréal : Des coupures dans le financement fédéral qui fragilisent des services essentiels offerts par le communautaire, 14 mars 2026
- Communiqué de presse: Budget provincial 2026-2027 : des investissements en itinérance largement insuffisants face aux besoins qui explosent, 19 mars 2026

### **Sorties conjointes ou en appui**

Lettre ouverte du RAPSIM avec l'appui de 57 cosignataires publiée dans Le Devoir: Des services publics pour tous... sauf les personnes en situation d'itinérance?, 6 décembre 2025

Communiqué conjoint avec le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI): Déshabiller les personnes en demande d'asile pour habiller les personnes en situation d'itinérance : un très mauvais calcul, 8 avril 2025

Communiqué conjoint avec Médecins du Monde, l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ), ainsi que 23 autres membres de la Coalition pour les services de consommation supervisée au Québec : Projet de loi n° 103 : une source d'inquiétude pour l'offre de soins, la prévention de surdoses et la capacité de sauver des vies, 8 mai 2025



FARINE  
FIVEROSE

